

POLITIZR / Grand Débat National – Analyse des contributions

Cédric Gossart, Müge Özman, Mélissa Boudes

LITEM, Univ Evry, IMT-BS, Université Paris-Saclay, 91025, Evry, France

Table des matières

1. Introduction.....	2
2. Les sujets codés par thématique.....	5
2.1. La thématique « Environnement ».....	6
2.2. La thématique « Sociétal »	8
2.3. La thématique « Économie ».....	11
2.4. La thématique « Acteurs & secteurs »	13
2.5. La thématique « Élu.e.s »	15
2.6. La thématique « Institutions »	16
3. Les sujets les mieux notés	18
4. Les réseaux de sujets et de contributeurs.....	22
5. L'évolution du nombre de contributions au fil du temps	28
6. Les contributeurs et contributrices de la plateforme	29
6.1. Les citoyens et citoyennes.....	29
6.2. Les élu.e.s	33
7. Les territoires les plus actifs et leurs thématiques privilégiées	35
7.1. Les départements les plus discuteurs	35
7.2. Les sujets les plus discutés	36
7.3. Les thématiques les plus discutées dans les territoires	38
7.4. Les réseaux de sujets.....	52

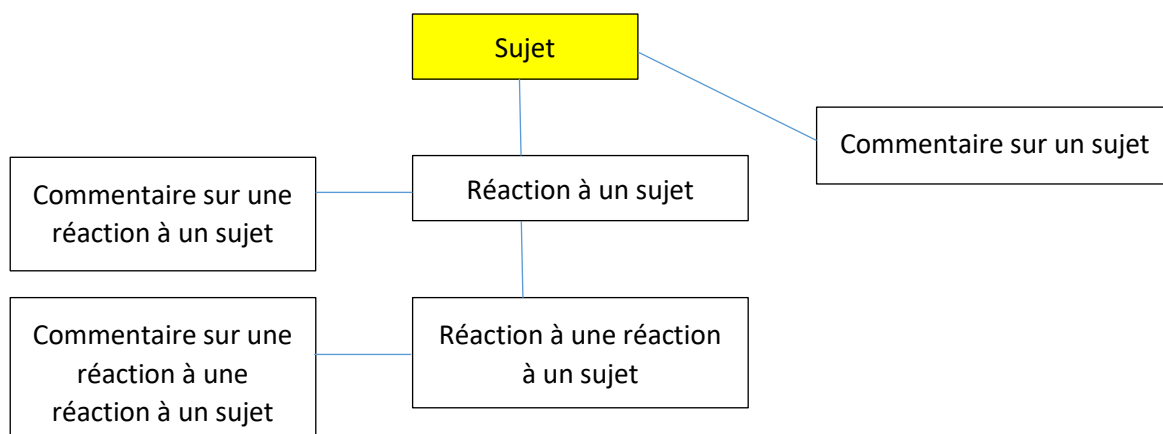
1. Introduction

Ce document présente les résultats de l'analyse des contributions au Grand Débat National postées sur la plateforme de POLITIZR du 3 décembre 2018 au 15 mars 2019.

POLITIZR est un acteur français, neutre et indépendant de la Civic Tech, qui propose un site internet gratuit et sans publicité, et dont l'ambition est de renouer la confiance entre les citoyen.ne.s, les élu.e.s et les collectivités en favorisant des échanges constructifs, basés sur la transparence et le respect. Conçu comme un véritable réseau social de la citoyenneté, POLITIZR permet de participer à l'expression politique à toutes les échelles territoriales et propose une interface performante de rédaction, suivi, notation, commentaires et partage de contenus. Inscrit dans le mouvement des entrepreneurs sociaux, POLITIZR propose des services payants à destination des collectivités, des candidats aux élections, des associations et plus généralement de toute structure intéressée par un service de consultation publique. POLITIZR est lauréat de nombreux prix en lien avec la citoyenneté et a notamment été finaliste du Prix de la Démocratie 2018 décerné par l'Institut Marc Sangnier.

Jusqu'à la section 6 de ce document, les analyses se sont focalisées sur les « **sujets** » (voir figure ci-dessous), et les autres contributions (réactions & commentaires) ont été traitées par des analyses de réseau en section 7. Les analyses dont nous rendons compte sont basées sur un codage manuel des sujets avec le logiciel Nvivo. Au fil du codage des grandes catégories de sujets (thématiques) ont émergé (A, B, C, D, E, F) et ont été précisées afin de rendre compte de la diversité des contributions et de leur répartition entre thématiques.

Figure 1. Caractérisation des contributions au GDN sur POLITIZR



Sur la plateforme, lorsqu'un nouveau sujet est posté, son contributeur lui donne un titre et peut lui attribuer un ou plusieurs tags. Les autres contributeurs peuvent aussi lui attribuer une note positive ou négative.

Figure 2. Exemple de contribution sur POLITIZR

The screenshot shows a user profile for Catherine SPAULT, a professional accountant. The contribution is titled "Depenses de l'état" and discusses the need to reduce state expenses, specifically mentioning the remuneration and security of former presidents and the advantages of elected officials. The text suggests that these individuals should pay taxes like everyone else and that the financial indemnities of top executives should be restricted and redistributed. A red banner at the bottom of the post indicates that contributions for this group are now closed.

Catherine SPAULT
Etudes de comptabilité. Travail en grande entreprise et en cabinet expertise comptable. Puis en profession libérale. Age de prendre la retraite. Mais par soucis financiers je continue mon activité. — Magny-le-Hongre (Seine-et-Marne)

Sujet publié le 15 mars 2019 à 09h59
< 1 minute | Aucun commentaire
France

Depenses de l'état

Diminuer les privilèges : rémunérations dans anciens Présidents et leurs sécurité. Moins d'avantages aux élus. Que tout le monde paie des impôts sur tous ces avantages s'ils subsistent, comme dans les entreprises. Ils ont droit d'avoir des salaires plus élevés du fait de leur fonction, mais sans ou peu d'avantages à côté. Restreindre les indemnités financières des grands dirigeants d'entreprises et mieux utiliser ces sommes et répartir sur la totalité du personnel selon une grille pourquoi pas.

Les contributions pour ce groupe sont désormais closes.

Une analyse lexicale pourrait permettre de compter le nombre d'occurrences de mots comme « privilèges » ou « salaires », voire avec un algorithme plus développé de reconnaître certaines expressions cataloguées dans une base de données constituée *ex ante*, comme « augmenter les salaires » ou « supprimer les privilèges » et d'en compter les occurrences.

Nous avons choisi de procéder à un codage manuel grâce auquel les catégories de sujets émergent au fil du codage des contributions. Nous ne sommes ainsi pas limités à une liste de catégories prédéterminées, mais avons défini nous-mêmes au fil du codage les catégories qui nous semblaient pertinentes. En outre, les contributions sont plus ou moins bien écrites, et l'analyse manuelle permet de ne pas écarter les contributions que leur forme dessert. Par exemple, dans la contribution suivante, les passages surlignés ont été codés dans la catégorie « Équité et fraude fiscale », et les autres points codés dans d'autres catégories comme « ISF, IFI » ou « Retraites : Revalorisation ».

Figure 3. Exemple de codage d'une contribution

1. les retraites devraient être revalorisées tous les ans et non bloquées.
 2. Baisse de la TVA et des abonnements sur les factures de GAZ et ELECTRICITE, les fournitures gaz et électricité montent trop souvent et de façon exagérées. Les personnes qui veulent faire des économies en ne se chauffant pas ont plus de frais d'abonnements que de gaz ou d'électricité.
 3. Les mutuelles ont augmenté de 10 €/MOIS pour l'année 2019 en prévision du zéro reste à charge, cela a été dénoncé à plusieurs reprises. En plus il faut payer pour ceux qui ont la CMU ainsi que pour les autres assurances. Moi, je veux bien aider, mais maintenant je n'y arrive plus. En 2010 lorsque j'ai pris ma retraite, j'y arrivais sans faire d'excès. En 2018, plus du tout, tout augmente vitesse grand V.
 4. J'avais mis 3000 € pour mes obsèques sur le livret, comme ce dernier ne cesse de baisser et que les obsèques coûtent maintenant 4500 € à 5000 €, voire plus, je fais quoi ? Le relèvement du livret A ne serait pas superflus. Où va l'argent des 280 milliards placés en 2018 ?
 5. Baisser le plafond pour bénéficier du chèque énergie pour se chauffer.
 6. Baisse de la TVA à 0 % pour les produits de 1ère nécessité et hausse de la TVA pour les produits de luxe.
 7. La taxe GAFA mise en place rapidement et non l'année prochaine, vous aurez rapidement quelques millions en plus.
 8. Retour de l'ISF.
 9. Revalorisation des APL et non la baisse, j'ai en travers les 5 € du mois de septembre et la non revalorisation en 2019.
 10. Blocage des loyers dans les logements sociaux.
 11. Pour gagner de l'argent, vous mobiliser sur la fraude fiscale, sociale, ce sont des milliards à récupérer.
 12. Rendez une partie du CICE aux salariés et non aux employeurs, vous aurez encore quelques milliards de plus.
 13. Faites des économies vous-même au gouvernement ex 500 000 € de vaisselles et refaire les 365 pièces de l'Elysée, combien ? Ne trouvez-vous pas ça indécent ?
 14. Diminuer les députés, les sénateurs et autres institutions qui font doublon, vous allez récupérer des millions.
- liste non exhaustive...

Chaque passage surligné compte pour un code (nous n'avons pas classé la même chaîne de caractères dans plus d'un code). Un total de 4064 sujets ont été traités manuellement, ce qui nous a permis de générer 4885 codes, dont nous expliquons la répartition ci-après.

Afin d'organiser les différentes catégories de sujets, nous avons utilisé un classement en six grandes thématiques présentées dans le tableau suivant.

On constate que les sujets liées à l'économie dominent les contributions, avec près d'un tiers d'entre elles, suivies par les sujets liées à la démocratie (23%) et les sujets sociétaux (20%), loin devant les sujets portant sur l'environnement et la transition écologique (seulement 8% des sujets discutés).

Tableau 1. Répartition des codes par grande catégorie

Catégorie	Nombre de codes générés par catégorie	%
ENVIRONNEMENT	369	8%
SOCIETAL	963	20%
ÉCONOMIE	1467	30%
ACTEURS & SECTEURS	980	20%
ÉLU.E.S	444	9%
INSTITUTIONS	662	14%
TOTAL	4885	100%

2.1. La thématique « Environnement »

En dépit des enjeux qu'elle soulève pour l'avenir des sociétés humaines, cette thématique n'a concerné que 8% des contributions codées, qui se sont concentrées sur les questions économiques et sociétales. Une sur dix porte sur des avis généraux, soulignant par exemple la nécessité d'agir pour résoudre les problèmes écologiques, et plus d'un tiers proposent des solutions dont nous donnons quelques exemples ci-après.

A. ENVIRONNEMENT	369	100%
A1. Avis généraux	38	10%
Critique des pouvoirs publics	13	
Il faut agir pour l'environnement	14	4%
Autres sujets sur l'environnement	11	
A2. Propositions de solutions	134	36%
Aides	5	
Combattre les lobbies	3	
Consommation responsable	9	
Mobilité	5	
Démographie	10	
Éducation	4	
Innovations technologiques	5	
Interdictions	4	
Nouveau modèle de développement	3	
Production & distribution responsables	10	
Taxes	54	15%
<i>Avis négatifs</i>	<i>21</i>	
<i>Avis positifs</i>	<i>33</i>	
Autres	22	

NB : Les chiffres décalés vers la droite et en *italique* sont compris dans le total de leur catégorie.

Un sentiment d'urgence quant à la nécessité d'agir est souvent exprimé, et une multitude d'actions concrètes sont proposées (énergies renouvelables, recyclage, etc.) : « Je suis partisan de l'accélération, si possible, de la transition écologique » ; « L'environnement, l'écologie devrait être les thèmes, à eux seuls, d'un grand débat national. » ; « Il est impératif de lancer une transition écologique très importante et le plus tôt possible. ».

En matière de solutions et de sujets spécifiques ce sont les taxes environnementales, les énergies et la pollution qui sont les plus souvent abordés. On peut citer quelques exemples de propositions : « Encourager par des aides ou des partenariats la végétalisation des villes » ; « Il faudrait avoir une politique de réduction drastique de la natalité » ; « il faudrait que chacun prenne conscience de sa part de pollution, donc c'est d'abord une affaire d'éducation » ; « faire interdire la fabrication des

plastiques qui polluent nos océans et qui tuent leurs occupants » ; « Interdire le glyphosate » ; « Création d'un budget annexe ou d'un compte spécial au budget de l'État pour toutes les recettes et dépenses liées à la transition écologique » ; « fermer les centrales nucléaires car trop dangereuses » ; « Lancer un plan d'investissement massif sur la transition énergétique permettant la mise en place de filières industrielles et de services, génératrices d'emplois, et favorisant les aides aux économies d'énergies fossiles ».

A3. Enjeux spécifiques	197	53%
A31. Énergies	71	19%
Avis - généraux	13	
Solutions	11	
Types d'énergie	47	13%
<i>Biomasse</i>	1	
<i>Électrique</i>	2	
<i>Éolienne</i>	16	
<i>Fossiles</i>	12	
<i>Géothermie</i>	1	
<i>Hydraulique</i>	1	
<i>Marées</i>	1	
<i>Négawatts</i>	2	
<i>Nucléaire</i>	3	
<i>Solaire</i>	8	
A32. Déchets, recyclage	41	11%
Avis - généraux	4	
Avis - Il faut agir	10	
Solutions	27	7%
A33. Changements climatiques	33	9%
Avis - généraux	4	
Avis - Il faut agir	7	
Avis - Sceptiques	11	3%
Solutions	11	
A34. Pollution	26	7%
Avis - généraux	4	
Solutions	6	
Types de pollutions	16	4%
<i>Atmosphérique</i>	1	
<i>Chimiques</i>	2	
<i>Électroniques</i>	2	
<i>Pesticides</i>	6	
<i>Plastiques</i>	1	
<i>Autres</i>	4	
A35. Biodiversité	15	4%
Avis	3	
Solutions	12	3%

A36. Animaux	11	3%
Avis	5	
Solutions	6	2%

L'enjeu environnemental spécifique le plus souvent discuté concerne les énergies, notamment des contributions critiquant l'**éolien**, essentiellement pour des raisons paysagères. On trouve ensuite des contributions concernant la gestion des **déchets**, notamment des propositions de les réduire à la source et d'améliorer le recyclage. Sur le sujet des changements climatiques, près d'un tiers des contributions sont **climato-sceptiques**.

2.2. La thématique « Sociétal »

Cette thématique très diversifiée a rassemblé 20% des contributions. Les enjeux sociétaux sont 2,5 fois plus discutés que les enjeux environnementaux, à commencer par ceux portant sur le travail, les salaires et l'emploi (25% de cette catégorie). C'est sans surprise que les questions de **rémunération** arrivent en tête des sujets proposés : il s'agit surtout de demandes de **revalorisation**, mais aussi de limitation des plus gros salaires et/ou des **écarts salariaux**.

La deuxième thématique sociétale forte concerne la justice sociale, dont les deux-tiers des sujets portent sur les personnes en situation de **handicap**, soulignant de fortes difficultés de vie rencontrées par ces personnes et/ou leurs familles. Enfin, si elle était absente des thématiques du GDN, l'**immigration** arrive en 3^e position des sujets sociétaux discutés sur POLITIZR, dont près de 80% réclament plus de **contrôle**.

B. SOCIÉTAL	963	100%
B1. Travail, salaires, emploi	255	26%
Chômage	43	
Conditions de travail	24	
Contrats de travail	9	
Coût du travail	8	
Incitations	19	
Rémunération	129	13%
<i>Revaloriser</i>	42	
<i>SMIC</i>	52	
<i>Trop gros salaires ou écarts</i>	35	
Robots	10	
Autres	13	

On peut proposer quelques citations des contributions de cette catégorie : « Concernant l'emploi des jeunes, de bonnes dispositions ont été prises, vers l'apprentissage notamment » ; « Créer un véritable

service de formation pour les chômeurs et améliorer celui des salariés » ; « Rendre le télétravail obligatoire pour toutes les entreprises qui sont éligibles à ce mode de travail » ; « Remise à plat de tout le code du travail qui est absolument dément » ; « le secteur privé permet le cumul d'emplois alors que le public non. Pourquoi ne pas permettre à ceux qui veulent travailler plus de pouvoir le faire ? » ; « Limitation des CDD, et plus de CDI » ; « Au lieu d'augmenter le SMIC, le mieux est de déjà payer les heures supplémentaires » ; « Le travail est trop imposé ! » ; « Il n'y a pas assez d'écart entre celui qui travail et celui qui fait rien, le travail n'est pas récompensé » ; « Le revenu universel est peut-être utopique et coûterait trop cher, mais assurer un SMIG à l'un des parents qui le souhaiterait pourquoi pas ? » ; « réduire les charges des PME pour faciliter l'emploi et par conséquent les salaires les plus bas » ; « Que les salaires entre salariés-es, cadres, et dirigeants-tes, soient dans une fourchette de 1 à 20 » ; « Il conviendra donc de faire le point des robots à taxer » ; « chasse aux arrêts de travail non justifiés et sanctionner les médecins ».

B2. Justice sociale	157	16%
Handicap	107	11%
Corruption	2	
Inégalités	19	
Pauvreté	23	
Autres	6	

Un nombre conséquent de sujets ont été proposés sur la question du handicap, dont des témoignages touchants soulignant les difficultés d'intégration des personnes en situation de handicap, mais aussi de nombreuses propositions pour atténuer ces difficultés (aides financières, structures d'accueil, ...). Le sujet suivant illustre la richesse des contributions sur ce parent pauvre des politiques sociales en France :

« Plusieurs choses doivent être améliorées pour les personnes en situation de handicap : amélioration des zones d'accès (établissements publics, hôpitaux, transports, magasins, etc.) ; renforcement des aides à l'emploi et des conditions de vie dans les entreprises ; Amélioration des aides aux démarches administratives (centres et équipes dédiés par exemple) ; Meilleure prise en compte des aidants. Pour cela, création au niveau du gouvernement d'un ministère du handicap. »

B3. Immigration	147	15%
Avis général	28	
Avis positif	3	
Solutions - Contrôler	116	12%
Coût	33	
Limiter	69	
Risque	14	

NB : Les chiffres décalés vers la droite et en *italique* sont compris dans le total de leur catégorie.

Concernant les sujets sur l'immigration, la majorité d'entre eux exprime un souhait de mieux la contrôler.

B4. Logement, patrimoine, BTP	78	8%
--------------------------------------	-----------	-----------

Un certain nombre de sujets portent sur les allocations logement à ne pas stopper pour certaines catégories de population, mais aussi sur la nécessité de rénover le bâti et d'en réduire le coût (loyer et achat) : « Le coût du logement est devenu insoutenable et ne devrait pas dépasser 30% des revenus ».

B5. Éducation & Formation	75	8%
--------------------------------------	-----------	-----------

De nombreux appels à renforcer l'investissement public dans l'éducation et la formation, notamment l'apprentissage et sur les grands enjeux de l'humanité :

« En tant qu'adultes, nous sommes tous plus ou moins sensibles à l'écologie, au respect de la nature et à la sauvegarde de notre planète Terre. Mais ce sont nos enfants qui seront les adultes de demain. Il faut donc que l'écologie soit enseignée dès l'école primaire, dès le CP. Ce sujet doit donc être inscrit rapidement aux programmes scolaires. »

B6. Défense & sécurité	79	8%
Violences	46	5%
Autres	33	

De nombreux commentaires sur les violences de ces derniers mois, on peut citer la contribution originale suivante :

« Lutter contre le cyber-harcèlement. Poursuivre les actions contre les violences faites aux femmes : Augmenter les budgets pour la création d'hébergements pour les femmes battues ; Prendre en compte systématiquement leurs plaintes et se déplacer en cas d'appel au commissariat, mieux sensibiliser et mieux former les personnels concernés. Choisir enfin, pour des postes symboliques, des femmes : par exemple, sous la V^{ème} République, sur 22 personnalités qui ont été Premier Ministre on compte une seule femme, aucune femme Présidente du Sénat, aucune Présidente de l'Assemblée Nationale et aucune Présidente de la République ! Comment expliquer à nos enfants l'égalité hommes-femmes ? »

B7. Europe & International	64	7%
---------------------------------------	-----------	-----------

Un ensemble assez hétérogène avec quelques appels à voter lors des prochaines élections européennes et des critiques des institutions de l'Union. Une contribution enthousiaste mérite d'être citée :

« L'Europe oubliée. Moi je propose à nos gouvernants de rapprocher les européens entre eux, Erasmus l'exemple même. Je demande à nos gouvernants et nos représentants au Parlement Européen qu'ils nous parlent de notre Europe. De nous l'expliquer. Je demande à nos représentants européens : 1) un service militaire européen (armée) ; 2) créer un service européen de renseignements, style FBI américain ; 3) Créer une ville pour le cinéma Européen ; expliquer..... Expliquer..... Parler.....parler..... Échanger nos cultures..... Sans oublier de dire à nos 28 pays que L'EUROPE C'EST UNE GRANDE PUISSANCE DU MONDE+++++++ »

B8. Justice & prisons**61****6%**

La contribution suivante résume bien ce que de nombreux sujets abordent :

« Simplifier la procédure pénale et donner les moyens aux institutions judiciaires de faire leur travail. »

B9. Culture**16****2%**

Plusieurs contributions sur le lien avec la fiscalité, comme la suggestion suivante :

« Modifier la TVA des œuvres d'art, les spéculateurs sont protégés depuis trop d'années. »

B10. Laïcité**16****2%**

Religion

10**1%**

Autres

6

De nombreuses contributions sur la trop grande place prise par la religion dans l'espace public, d'où plusieurs suggestions de cette nature :

« Pas de modification de la loi de 1905 (sur la séparation de l'Église et de l'Etat) »

2.3. La thématique « Économie »

Cette thématique est la plus importante en termes du nombre de contributions, car elle a rassemblé 30% des contributions.

C. ECONOMIE**1467****100%****C1. Fiscalité****664****45%****100%****Cumul % Fiscalité**

ISF, IFI

103**7%****16%****16%**

Équité fiscale

90**6%****14%****29%**

Évasion & fraude

79**5%****12%****41%**

Impôt sur le revenu (IR)

74**5%****11%****52%**

TVA

65

CSG

56

Simplifier, réformer (Baisser)

38

Autres

26

Niches

25

Taxe d'habitation

24

IS - CICE

19

Taxe foncière

17

Simplifier, réformer

12

Succession

12

TVA sur les produits de 1e nécessité

11

Impôt sur les sociétés

9

IR - Demi-part des veuves

4

Concernant l'ISF, l'immense majorité des contributions demande son rétablissement. On compte aussi de nombreuses contributions qui demandent à ce que tout le monde paye l'IR quel que soit son niveau de revenu, même si c'est une somme modique. De nombreux commentaires portent également sur la nécessité de lutter contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscale ressenties comme une très grande injustice, d'où des suggestions comme la suivante :

« Imposer les gros MACDO, GOOGLE, AMAZON, moins les petits artisans... »

Concernant la TVA on trouve plusieurs propositions pour rendre cette taxe plus juste :

« Supprimer ou baisser significativement la TVA sur les produits de 1ère nécessité »

Il y a également de nombreuses demandes de suppression du CICE, et de suppression de toutes ou de certaines niches fiscales.

C2. Retraites	495	34%	100%	Cumul % Retraites
Revalorisation	189	13%	38%	38%
CSG	109	7%	22%	60%
Équité	48			
Réformes	47			
Modalités	41			
Dégradation	32			
Réversion	13			
Contrôle	8			
Autres	8			
C3. Dépenses publiques	191	13%	100%	Cumul % DP
Aides sociales	93	6%	49%	49%
Contrôle	47	3%	25%	73%
Réduction	27	2%	14%	87%
Dette & déficit	19			
Affectation	5			
C4. Pouvoir d'achat	84	6%		
C5. Approvisionnement	23	2%		
C6. Autres	10	1%		
Mondialisation	4			
Publicité	4			
Tourisme	2			

Les sujets sur les retraites demandent surtout une revalorisation et une plus grande équité entre citoyens en matière de modalités d'accès à la retraite et de calcul des pensions. De nombreux liens avec le pouvoir d'achat, la justice sociale et la CSG. Plusieurs propositions d'indexer les retraites sur coût de la vie (revalorisation) et d'harmoniser les régimes privés et publics.

Concernant les **dépenses publiques** : de nombreux sujets sur les aides sociales au contenu assez hétérogène (augmenter, baisser, simplifier, ...), une contribution originale que l'on peut citer :

« Une personne qui travaille (ou travailler cas des retraités 44 trimestres cotisés) ne doit pas gagner moins qu'une personne inactive toutes les aides réunies pour les deux. Ajustement par un revenu universel intégrant toutes les aides. »

Le **pouvoir d'achat** est à augmenter, et concernant le sujet « **Approvisionnement** » on trouve de nombreuses contributions souhaitant un nouveau mode de satisfaction des besoins des consommateurs, par exemple :

« Il faut taxer les enseignes de grande distribution par rapports aux achats en ligne ou permettre une redistribution d'une partie de cet argent dans les enseignes de 'terrain'. »

« Taxer lourdement tous produits et services importés en fonction de la distance et du moyen de transport. »

2.4. La thématique « Acteurs & secteurs »

Cette thématique a rassemblé 20% des contributions et est très hétérogène, nous renvoyons aux verbatims pour plus de détails et donnons quelques exemples de sujets abordés.

D. ACTEURS & SECTEURS	980	100%	
D1. Agriculture	32	3%	
D2. Associations	18	2%	
D3. Banque, finance, assurances, monnaie	46	5%	
D4. Classes moyennes	5	1%	
D5. Élités	11	1%	
D6. Entreprises	74	8%	
PME, TPE, Artisanat	19		
Réglementation, contrôle	19		
Profit, répartition, dividendes	17		
Aides	13		
Autres	6		
D7. Famille	34	3%	
D8. Gilets Jaunes	85	9%	100%
Critiques	43	4%	51%
Soutiens	27		
Autres	15		
D9. Jeunes	4	0,4%	
D10. Médias	33	3%	

D11. Personnes âgées	17	2%	
D12. Recherche & technologies	54	6%	100%
Général	11		
Numérique	43	4%	80%
D13. Santé	153	16%	
Institutions de santé	42	4%	
Accès aux soins	40	4%	
Professionnels de santé	29		
Maladies, soins, vaccination	24		
Fin de vie	18		
D14. Services publics	97	10%	
Transformer	51	5%	
Soutenir, renforcer	22		
Réduire	11		
Dégradation	10		
Contrôler	3		
D15. Territoires	70	7%	
D16. Transports	247	25%	
Contrôle, sécurité	18		
Infrastructures	54	6%	
<i>Général</i>	19		
<i>Autoroutes</i>	21		
<i>Transports en commun</i>	14		
Mesures environnementales	18		
Permis de conduire	6		
Prix, taxes, carburant	50	5%	
Train	17		
Train - Ferroutage	8		
Véhicules	34	3%	
<i>Général</i>	11		
<i>Diesel</i>	4		
<i>Électriques</i>	11		
<i>Poids lourds</i>	8		
Vitesse	32	3%	
Autres	10		

Concernant l'agriculture on trouve de nombreuses demandes de soutenir une agriculture plus respectueuse de la santé humaine et des écosystèmes naturels, comme par exemple :

« Je souhaiterais que tous les produits BIO soient taxés à 5,5 % voire moins ; il faut absolument améliorer notre alimentation et laisser tous les produits industriels ultra transformés et chimiques sur les bras des industriels qui eux ne les mangent pas, ni leur famille. Les produits BIO ne doivent pas être chers mais accessibles pour tout le monde, plus on en achètera plus il y aura des producteurs BIO qui s'installeront. »

Concernant la **recherche**, un sujet propose de « trouver plus de ressources pour nos chercheurs », alors que les contributions sur le **numérique** en soulignent plutôt les risques que les opportunités, mais demandent aussi de « taxer les GAFA ».

Les sujets sur les **territoires** sont assez variés, mais nombres d'entre eux vont dans le sens de celui-ci :

« Redynamiser les régions et banlieues par une présence égalitaire des services publics. »

Quant aux **transports**, une grande diversité des propos allant du retour au 90 km/h à la cherté des transports (péage autoroutier) en passant par le manque de transports en commun (suppression de ligne de train). De nombreux liens avec d'autres sujets comme l'environnement (demande de pistes cyclables, de ferroutage), le pouvoir d'achat (péages), et la ruralité (manque de transports en commun).

Le thème de la **santé** est très riche et va de la « mise en place carte vitale biométrique » à « Autoriser le suicide assisté » (nombreuses contributions sur la fin de vie allant dans ce sens), en passant par « Vendre des médicaments à la prescription du médecin exemple uniquement pour la période de traitement ». De nombreux sujets aussi sur les tarifs et remboursement, et sur les (mauvaises) conditions de travail du personnel soignant/aidant.

Le **jeunes** sont les grands absents du débat, seules 4 sujets les concernent ! Quant aux sujets sur les **Gilets Jaunes**, certains les soutiennent mais le plus grand nombre de contributions exprime un regard critique sur le mouvement, on peut citer une proposition originale les concernant :

« pourquoi ne pas aller perturber les centres 'Amazon' pour changer ?! :-) ça laisserait souffler nos commerçants... »

Des liens multiples peuvent être faits avec d'autres sujets (violence, vote, pouvoir d'achat, ...).

2.5. La thématique « Élu.e.s »

Cette thématique a rassemblé 9% des contributions.

E. ELU.E.S	444	100%	% cumulé
Avantages, frais, rémunérations	212	48%	48%
Réduire le nombre	72	16%	64%
Président de la République	56	13%	77%
Modalités d'exercice	50	11%	88%
Conditions pour le devenir	24	5%	93%
Cumul des mandats	21	5%	98%
Macron mal élu	9	2%	100%

On trouve ici de nombreuses dénonciations du **manque de transparence** et de l'éloignement par rapport aux réalités des citoyens et demande de diminution du nombre d'élus. Dénonciation des rémunérations et les **avantages** en nature (logement, chauffeurs, etc.) des anciens et actuels présidents, ministres et parlementaires. Sont également faites des suggestions pour **réformer les élections**, notamment à travers de nouvelles modalités de vote et conditions pour pouvoir se porter candidat.e (e.g. casier judiciaire vierge) et exercer son mandat (e.g. pas de cumul). Des dénonciations du caractère inutilement dispendieux des pouvoirs publics sont formulées, ainsi que de nombreuses suggestions de réformes d'institutions démocratiques, dont quelques nostalgiques du septennat :

« Le défaut du système actuel est la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme, le Président. Il conviendrait de revenir à un septennat non renouvelable deux fois consécutives de façon à laisser du temps pour agir d'une part, et sortir des préoccupations électorales de l'autre. Du fait de cette durée nouvelle, les législatives seraient désynchronisées des présidentielles, et permettraient en cas de désaccord de la population avec l'action présidentielle de ne pas lui redonner de majorité, ou au contraire de soutenir son action. »

2.6. La thématique « Institutions »

La thématique « Institutions démocratiques » a rassemblé 14% des contributions. Elle recouvre les institutions démocratiques mais aussi leurs modalités de fonctionnement.

F. INSTITUTIONS	662	100%	
F1. Élections	170	26%	100%
Réforme du processus électoral	30		
Vote	140	21%	82%
<i>Blanc, nul</i>	<i>55</i>		<i>32%</i>
<i>Obligatoire</i>	<i>26</i>		
<i>Proportionnelle</i>	<i>51</i>		
<i>Autres</i>	<i>8</i>		
F2. Processus de décision	206	31%	100%
Plus de consultations	74	11%	36%
Grand Débat	71		
RIC, RIP	61		
F3. Réforme des institutions	153	23%	100%
Simplifier	45	7%	29%
Hauts fonctionnaires	44	7%	
Sénat	36		
Il faut réformer	28		
F4. Train de vie de l'État	109	16%	
F5. Politiques publiques	24	4%	

La reconnaissance du **votre blanc** est souvent demandée, de même qu'une dose de **proportionnelle** à certaines voire toutes les élections. Un souhait d'être plus consultés est aussi souvent exprimé, ainsi qu'une lutte contre les « **lobbies** ». De nombreux appels aussi à « réduire de le **train de vie de l'État** », allant de la vaisselle de l'Élysée au trop grand nombre de bâtiments publics. Une pépite que notre jeune Président appréciera :

« Bicyclette comme véhicule de fonction pour tous les élus qui doivent donner l'exemple. »

La dernière catégorie consacrée aux **politiques publiques** est assez hétérogène, on peut citer la suivante :

« L'acceptabilité des réformes passe par la capacité à évaluer l'efficacité des lois. Les modalités d'évaluation devraient être définies dans le corpus de chaque projet de loi : objectifs à atteindre, période, d'observation, et surtout la composition d'un comité formé d'experts mais aussi de citoyens tirés au sort, ainsi que les modalités de diffusion des résultats. L'évaluation des politiques publiques en est juste à ses débuts (LOLF, RGPD, MAP) ainsi que certaines initiatives des collectivités territoriales. L'évaluation a un rôle pédagogique (qui peut comprendre aujourd'hui une loi sur Légifrance ?). L'évaluation instille une culture du résultat et de d'efficience. L'évaluation ne doit plus être réservée aux experts. L'évaluation ne doit plus s'exprimer lors des élections mais tout au long des mandats, c'est un autre moyen qu'a la politique de renouer avec les Français. »

3. Les sujets les mieux notés

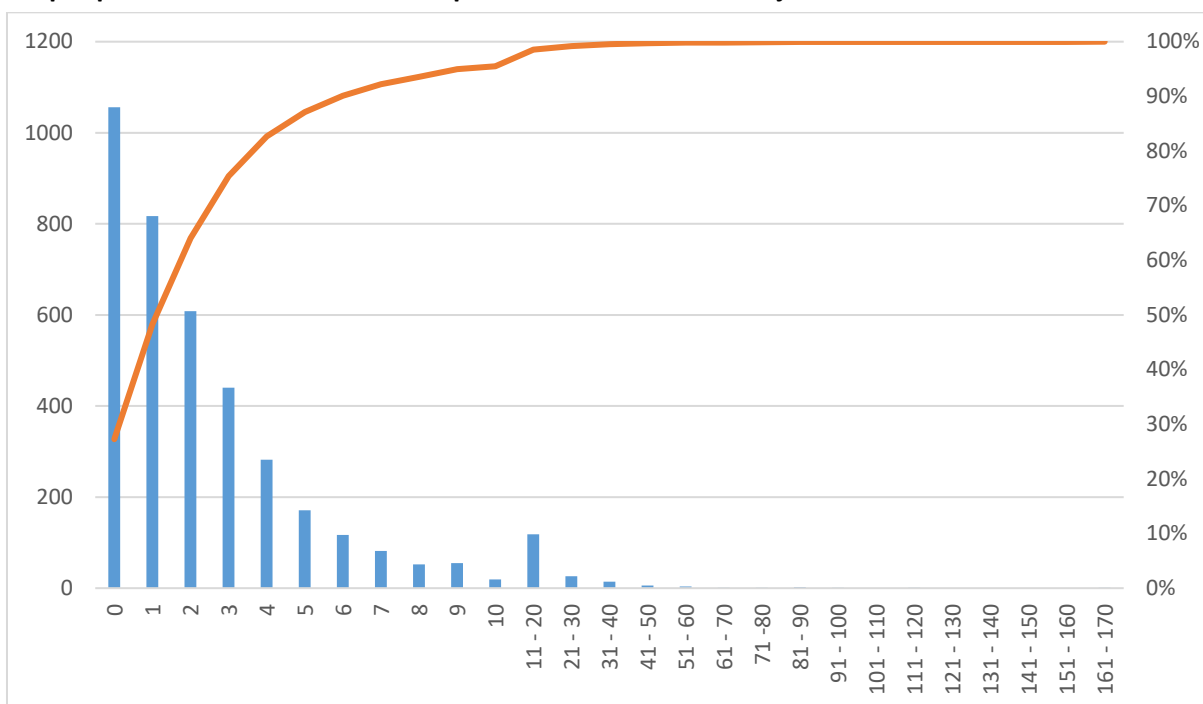
La plateforme de POLITIZR offre la possibilité à ses contributeurs de noter les contributions. Le tableau suivant montre le nombre de sujets ayant reçu tel ou tel nombre de notes positives.

Tableau 2. Nombre de sujets ayant reçu des notes positives

Nombre de notes positives par sujet	Nombre de sujets ayant reçu ce nombre de notes	% TOTAL	% cumulé
0	1056	27%	27%
1	817	21%	48%
2	608	16%	64%
3	440	11%	75%
4	282	7%	83%
5	171	4%	87%
6	117	3%	90%
7	82	2%	92%
8	52	1%	94%
9	55	1%	95%
10	19	0%	95%
11 - 20	118	3%	99%
21 - 30	26	1%	99%
31 - 40	14	0%	100%
41 - 50	6	0%	100%
51 - 60	4	0%	100%
61 - 70	1	0%	100%
71 - 80	1	0%	100%
81 - 90	2	0%	100%
91 - 100	1	0%	100%
101 - 110	0	0%	100%
111 - 120	1	0%	100%
121 - 130	0	0%	100%
131 - 140	0	0%	100%
141 - 150	0	0%	100%
151 - 160	0	0%	100%
161 - 170	1	0%	100%
TOTAL	3874	100%	-

Le graphique ci-dessous le montre encore plus clairement, 95% des sujets ont reçu moins de 10 notes positives. Seuls 5% des sujets ont donc reçu plus de 10 notes positives, 3% entre 11 et 20. Seuls 1% des sujets ont reçu plus de 21 notes positives, ils sont au nombre de 57, nous les présentons ci-dessous. Le **sujet le mieux noté** a été posté le 7 janvier 2019 par un citoyen habitant à ROCHES dans la Creuse et porte une critique des « privilèges des élus ». Le **second sujet le mieux noté** a été posté le 5 janvier 2019 par une citoyenne de RABODANGES dans l'Orne, et porte sur le « train de vie » excessif de l'État. La **médaille de bronze** revient à un citoyen de LA CIOTAT dans les Bouches-du-Rhône, pour un sujet posté le 13 janvier 2019 sur le thème du transport (demande de nationaliser les autoroutes).

Graphique 1. Distribution des notes positives attribuées aux sujets



Le Tableau 3 résume les sujets ayant reçu plus de 21 notes positives, sujets classés par nombre décroissant de notes positives².

Tableau 3. Résumés des sujets les mieux notés

Nombre de notes positives	Résumé du sujet
167	Privilèges des élus à réduire
120	Train de vie de l'État à réduire
96	Transport : nationaliser les autoroutes
89	Transport : taxer le carburant des avions
86	Élu.e.s : exiger la transparence de leurs revenus
74	Retraites : réindexer sur la coût de la vie et ristourne CSG
69	Fiscalité : remettre ISF et flat tax, fortement taxer les plus-values sur les ventes d'actions et sur les dividendes
57	Élus : transparence de leurs frais, suppression de leurs « privilèges »
54	Supprimer les « avantages » consentis aux hauts fonctionnaires
53	Élus et hauts fonctionnaires : réduire leurs « avantages pharamineux » Fonctionnaires : réduire le nombre sauf santé et éducation Train de vie de l'État : réduire et plus contrôler
52	Fiscalité : harmonisation fiscale en Europe pour taxer les GAFAs (imposer leur CA dans le pays où il est réalisé)
50	Retraites : revaloriser et supprimer la hausse de la CSG
49	Transparence totale des comptes de l'État
44	Pouvoir d'achat : annuler la hausse de la CSG, réindexer les pensions sur l'inflation
44	Retraites : Suppression de la CSG pour tous les retraités
41	Obligation du casier judiciaire vierge pour tous les élus
41	Fiscalité : renforcer la lutte contre l'évasion fiscale en créant un 'commando' ad hoc

² Les verbatims de ces 21 sujets les mieux notés sont consultables sur <https://partage.mines-telecom.fr/index.php/s/hzpkkywmTOkn9pk>.

40	Réduire les dépenses du gouvernement, renforcer la lutte contre l'évasion fiscale, contrôler les aides sociales aux « étrangers qui n'ont jamais cotisés en France »
39	Contrôler les aides sociales dont bénéficient les « migrants »
36	« L'immigration nous coûte une fortune »
35	Retraites : supprimer CSG, indexation Élus : supprimer « privilèges » Fiscalité : mieux imposer les GAFA, supprimer les paradis fiscaux Rationaliser les administrations territoriales « Imposer une Europe sociale et non commerciale » « trouver plus de ressources pour nos chercheurs »
34	Revaloriser les retraites
34	Chaque mairie devrait ouvrir un cahier de doléances
33	Approvisionnement : « Arrêtons de favoriser les grandes surfaces », plus aider l'agriculture bio et les circuits courts, lutter contre les OGM et le « gaspillage par la grande distribution »
33	Droits de succession : « mettre un seuil en dessous duquel les droits sont nuls »
32	Prendre en compte le vote blanc
32	« Fin des concessions autoroutières »
32	« diminuer le nombre d'élus à l'assemblée nationale et au sénat ainsi que leurs avantages »
31	« Fin des indemnités présidentielles à vie. Fin des privilèges pour les élus ou non élus (ministres...). Revoir à la baisse le pourcentage de toutes les taxes relatives aux produits/services de première nécessité. Vraie lutte contre l'évasion fiscale. Baisse de la CSG. »
31	Manque de représentativité des députés de la majorité actuelle
31	Équité fiscale : « l'ensemble des Français devrait être soumis à l'impôt sur le revenu »
30	« Revoir les 80 km/h »
29	Réforme de l'État et de son train de vie « Mise en vente immédiate des locaux de l'ENA »
29	Justice fiscale (CSG progressive, retour ISF, ...) Réduire la dette de l'Etat RIC, proportionnelle et vote blanc « taxe écologique à tous les produits importés d'Asie »
28	Lutter contre l'évasion fiscale
28	Casier vierge pour tout candidat à une charge politique
27	« taxer le kérosène »
26	« STOP AU MATRAQUAGE FISCAL DES CLASSES MOYENNES »
25	La taxe d'habitation est un impôt injuste
25	« STOP AU MATRAQUAGE FISCAL DES CLASSES MOYENNES » (doublon)
25	Rôle de Facebook dans le mouvement des GJ pour ouvrir l'expression populaire ; « la violence est une forme d'expression politique auquel on pouvait s'attendre, surtout à partir d'un mouvement aussi spontané et non encadré » ; « les élites parisiennes médiatiques et politiques, phénomène typiquement français, n'ont pas pris assez vite la mesure du phénomène »
24	Pas de nouvelles taxes
24	Stopper les « subventions à la presse et aux syndicats »
23	Stopper les aides aux familles des « délinquants »
23	Ménager les retraités, lutter contre l'évasion fiscale et autres fraudes
23	« transformer et pérenniser le principe du 'grand débat national' dans un 'débat national continu' »

23	Réduire la fiscalité (« notion de reste à vivre ») ; carburants verts exonérés de taxes ; modulation de la vitesse en fonction de la largeur de la route ; proportionnelle
23	Plus de CICE, stop aux « privilèges » des élus
22	Réduire les « privilèges » des anciens Présidents de la République
22	Halte à la société de consommation qui détruit l'environnement
22	Réduire les « privilèges » des anciens Présidents de la République et ministres, le nombre de députés ; Supprimer hausse CSG, indexer pensions
22	Donner suite aux rapports de la Cour des Comptes
21	Revaloriser les retraites
21	« Chacun doit participer à l'impôt proportionnellement à ses revenus » « Je suis contre l'ISF »
21	Suppression du Sénat
21	Indexation des retraites
21	Fusionner tous les régimes de retraite

4. Les réseaux de sujets et de contributeurs

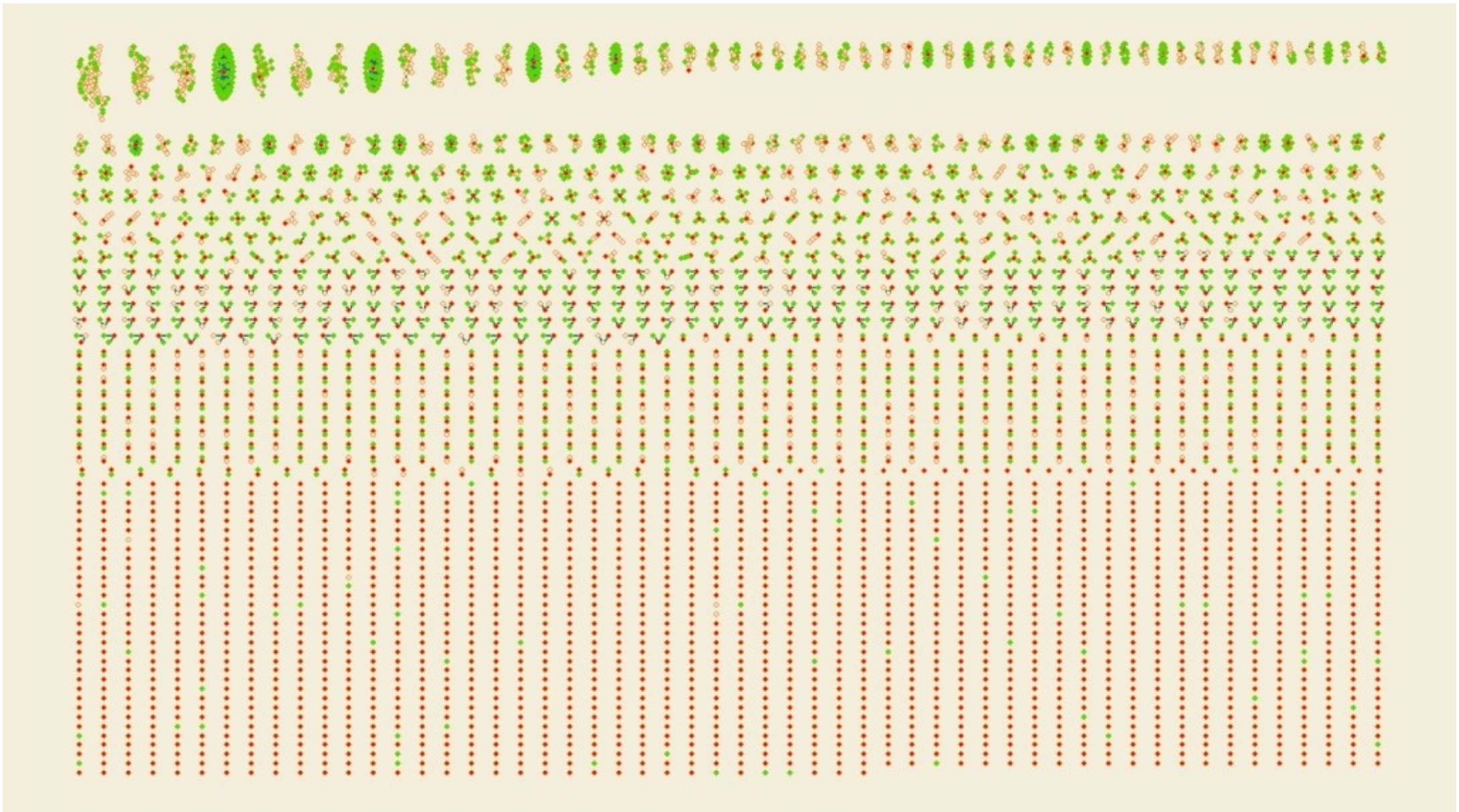
Les analyses de réseau permettent de rendre visible les liens entre différents « nœuds », qu'ils soient des personnes, des sujets, des villes, ... Elles sont réalisées à l'aide d'un logiciel comme Pajek, disponible en open source³. Lorsqu'une personne ouvre un sujet sur POLITIZR, il ou elle le fait en tant que membre de la plateforme et dispose donc d'un identifiant unique, qui est associé à chacune de ses actions sur la plateforme. De même, à chaque activité postée (sujet, commentaire, réaction, ...) est associée un identifiant unique que l'on peut rattacher à une personne via son identifiant. Selon le type de réseau que l'on va vouloir représenter, on détermine quel est le « nœud » du réseau (le sujet, la personne, ...). L'analyse graphique nous montre ensuite les liens existant entre différents nœuds et la forme des réseaux qu'ils constituent.

Par exemple, chaque nœud central dans le graphique suivant représente un sujet, qui peut donner lieu à des commentaires et/ou des réactions. Une telle analyse graphique permet de repérer quels sujets ont été les plus discutés. La figure suivante montre qu'un grand nombre de sujets n'a fait l'objet d'aucun commentaire ou réaction (les points rouges isolés). Nous discutons dans cette section des neuf sujets ayant généré le plus d'activités. La Figure 7 présente ces neufs sujets, et montre par exemple que leur forme diffère. Certains réseaux ressemblent à un **arbre** et impliquent peu de membres mais génèrent de nombreuses activités : c'est le cas du premier réseau qui a généré près de 200 activités (le sujet n°211 sur l'immigration, voir Figure 8). Cela signifie que les membres associés à ce sujet ont beaucoup interagi, même s'ils étaient relativement peu nombreux. Pour ces types de sujets, les discussions se font au sein d'un petit groupe de gens très motivés par le même sujet. D'autres réseaux en revanche génèrent un nombre d'activités plus faible, mais impliquent un grand nombre de membres (format en « **étoile** »). Ce sont donc des sujets qui touchent un plus grand nombre de personnes (e.g. sujet n°2351 sur les privilèges des élus).

La Figure 7 présente de manière plus précise les neufs sujets les plus discutés, et celui ci-dessous donne un aperçu des réseaux de sujets postés sur la plateforme. La Figure 6 montre la variété des formes que les réseaux de sujets peuvent prendre.

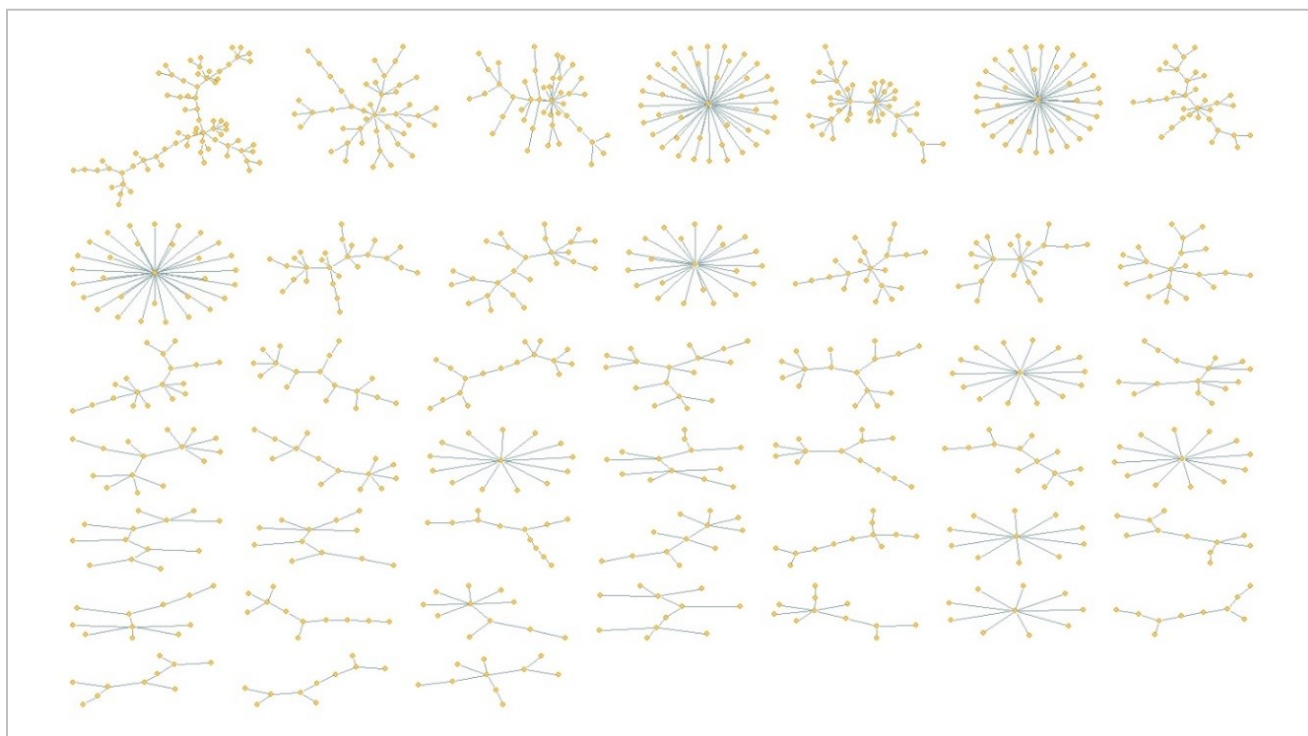
³ <http://mrvar.fdv.uni-lj.si/pajek/>. Pour une explication de la méthodologie en français, voir <https://groupefmr.hypotheses.org/tag/pajek>. Pour en savoir plus : Özman, M. (2015). Networks of knowledge: An appraisal of research themes, findings and implications. In C. Antonelli & A. Link (Eds.), *Routledge Handbook of the Economics of Knowledge*, Routledge, pp. 53-78, https://muge.wp.imt.fr/files/2014/03/network_ozman.pdf; et Özman, M. (2017). *Strategic Management of Innovation Networks*. Cambridge: Cambridge University Press.

Figure 5. Les réseaux de sujets discutés sur POLITIZR



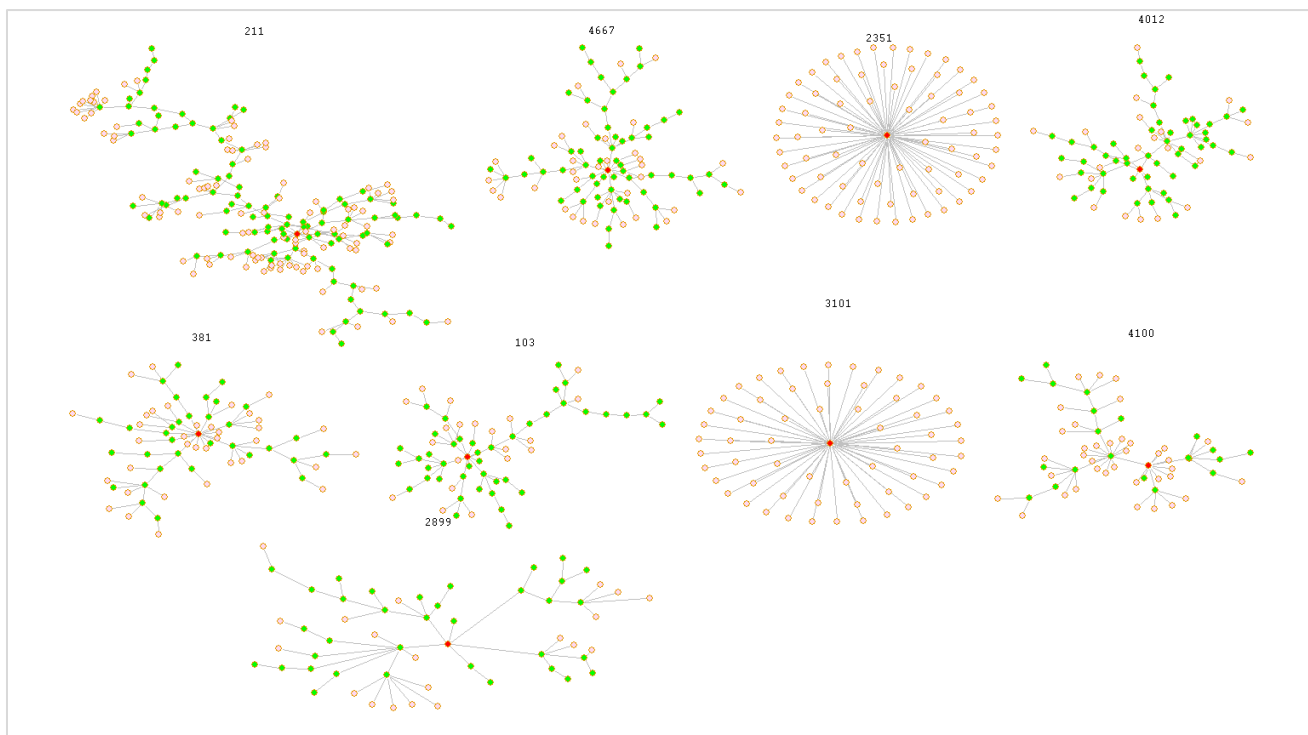
Légende : Nœuds rouges : Sujets ; Nœuds roses : Réactions ; Nœuds verts : commentaires.

Figure 6. Les différentes formes des réseaux de sujets



Légende : Nœuds rouges : Sujets ; Nœuds roses : Réactions ; Nœuds verts : commentaires.

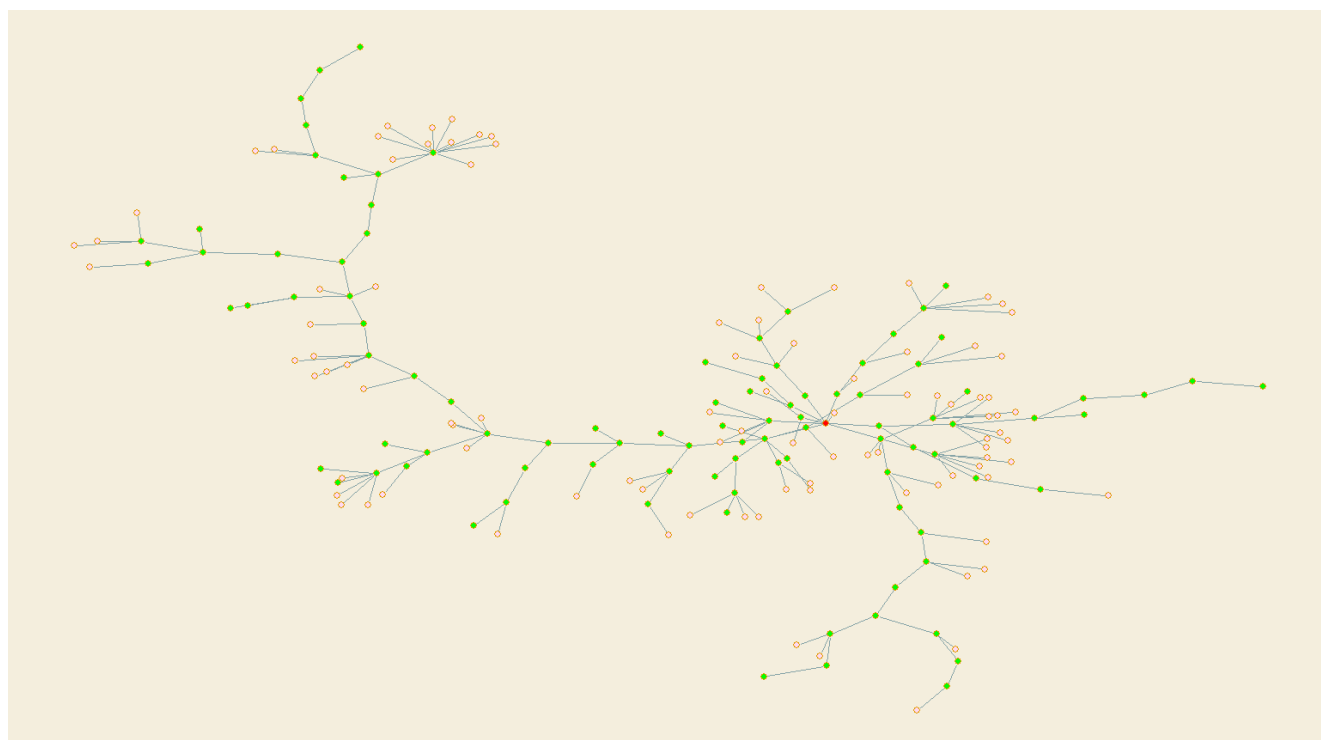
Figure 7. Les neufs sujets les plus discutés



Légende : Nœuds rouges : Sujets ; Nœuds roses : Réactions ; Nœuds verts : commentaires.

- | | |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1) Sujet n°211 : immigration | 6) Sujet n°103 : taxer le carburant des avions
+ Diminuer les prix des aliments bio |
| 2) Sujet n°4667 : remettre ISF et <i>flat tax</i> | 7) Sujet n°3101 : train de vie de l'État |
| 3) Sujet n°2351 : privilèges + réduire la dette | 8) Sujet n°4100 : mettre en place le vote blanc |
| 4) Sujet n°4012 : transparence sur les frais des élus | 9) Sujet n°2899 : énergies alternatives |
| 5) Sujet n°381 : nationalisation des autoroutes | |

Figure 8. Le sujet le plus discuté (n°211) et les discussions générées



Légende : Nœud rouge : Sujet n°211 ; Nœuds roses : Réactions ; Nœuds verts : commentaires.

Tableau 4. Verbatims des neuf sujets les plus discutés

N° du sujet	Texte du sujet
211	L'immigration nous coûte une fortune, on soigne gratuitement, on loge gratuitement alors que des milliers de Français ont du mal à finir le mois et pour certains de quoi tout juste se loger. Il est temps de stopper la CMU pour des gens qui n'ont jamais cotisé qui viennent pour profiter de notre système.
4667	Rétablissement de l'ISF et retour de la <i>flat tax</i> . Imposition drastique des plus-values sur les ventes d'actions et sur les dividendes. Il est insupportable de voir que la majorité des français a du mal à finir les mois alors que les dividendes versés aux actionnaires (riches) ont augmenté de 14%, que la part des dividendes de Vinci depuis 2016 ont augmenté de plus de 88% et que des premiers de cordée comme C. Ghosn ne participent pas à l'effort national en résidant fiscalement en Hollande. De telles personnes ne devraient pas diriger d'entreprises françaises.
2351	Pourquoi donner aux anciens Présidents de la République et leur attribuer un grand nombre de privilèges (voiture chauffeurs, etc.). Ce sont aujourd'hui des citoyens comme tout le monde. Supprimer le Sénat (en fait il ne sert à rien puisqu'une loi revenant à l'Assemblée Nationale, c'est elle qui a le dernier mot). Lors du vote des lois nous avons vu seulement une centaine de députés pour voter dans l'hémicycle. Un seul député par département suffit ; supprimer tous les privilèges de ces parlementaires ; c'est une énorme dépense aux yeux des français, il y aurait beaucoup d'économies à faire à ce niveau ainsi qu'au niveau du gouvernement, tout ce superflu. Beaucoup d'économies sur la dette.
4012	La transparence des frais des sénateurs et des députés, supprimer tous les privilèges qui coûtent une fortune. Revoir tous ces salaires indécents. C'est de l'argent public qui doit servir à autre chose.
381	Nationaliser les autoroutes. Ras-le-bol d'enrichir Vinci qui se gave sur notre dos au travers de concessions d'autoroutes que nous avons fini de rembourser.
103	Taxer le carburant des avions au même niveau que celui des voitures. Il est inconcevable d'être taxé pour aller travailler et que des dizaines de riches ne le soient pas sur le carburant utilisé par les avions qui les emmènent en week-end en Espagne ou au Portugal. Diminuer les prix des aliments bio. Comment concevoir que seules les personnes aisées puissent accéder massivement et quotidiennement à ces produits et que les couches populaires n'accèdent qu'aux produits des rayons du bas qui concentrent beaucoup de gras, de sucre, de sel et qui ont été cultivés à grands coups de pesticides et insecticides.

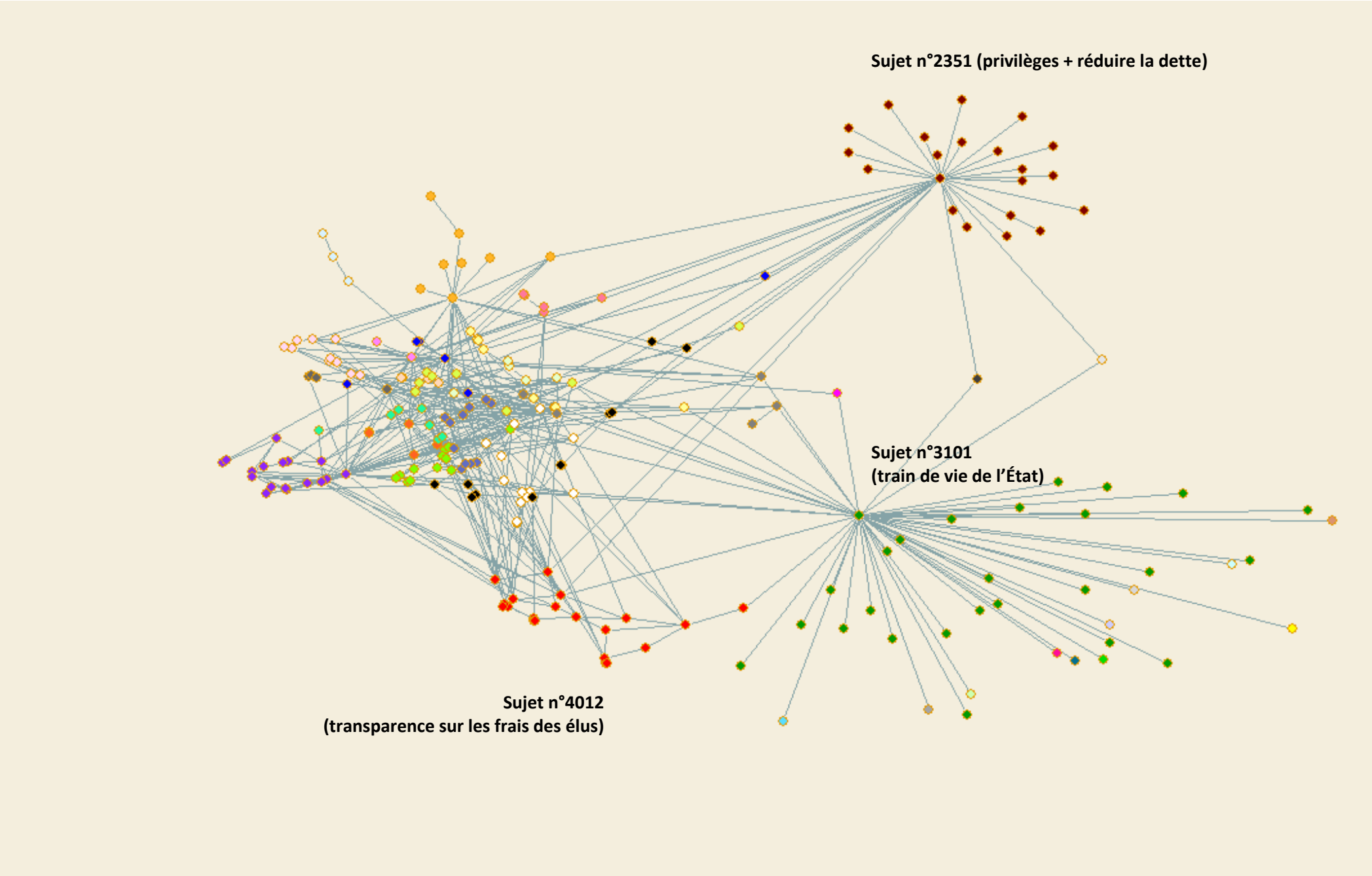
3101	À chaque revendication, on nous rétorque toujours que l'État n'a plus d'argent. Malgré tout, chaque année on dépense des sommes folles avec nos impôts pour payer aux élus des logements de fonction, des chauffeurs individuels, des repas gastronomiques, des assistants à la pelle. L'État n'a plus les moyens de vivre dans ce luxe quand nous, citoyens lambda, gagnons 1400€ par mois et payons toujours plus de taxes. Faisons comme certains pays nordiques : un chauffeur pour plusieurs élus avec un roulement, un remboursement des frais sur justificatifs, pas de logement de fonction. Pourquoi avec un salaire plus que correct devrions-nous payer pour les loger ??? Je travaille dans un hôpital public depuis 11 ans. Faute d'argent on nous supprime des postes à la pelle tout en nous en demandant toujours plus. L'hôpital public se meurt. C'est là que doit aller l'argent du contribuable, pas dans la moquette ou la vaisselle de l'Élysée !!!
4100	Le vote blanc est effectivement un excellent moyen de s'exprimer. Il est absolument anormal et honteux de demander aux citoyens de se déplacer, de prendre de leur temps pour venir s'exprimer à quelque élection que ce soit, et leur faire comprendre que s'ils n'ont envie d'aucun candidat, que leur vote est sans valeur. C'est totalement insultant. Je suis convaincu, et les gilets doivent impérativement faire tout pour obtenir ce vote blanc car à chaque tour des élections et surtout au dernier, il n'y aura plus 2 candidats, mais 3 (les deux finalistes et notre inconnu). C'est un peu trop facile de la part de Mr Macron de dire qu'il a remporté les élections avec 66% des voix au deuxième tour alors qu'il y avait seulement 18 millions de votants sur 47 millions. Son % de voix par rapport à la masse d'électeurs n'est que de 25% soit 1 sur 4. En sachant aussi que dans ces 25 % il y a eu les voix de certains de ses opposants. Mr Macron doit rester lucide, il n'a pas eu la majorité. Si le vote blanc avait été appliqué, il ne serait peut-être pas Président aujourd'hui. Je suis convaincu aussi que tous ces prétendants aux postes de hautes fonctions seront dans l'obligation de faire de réelles propositions qui seront réalistes, au risque de voir de nouvelles élections. Aujourd'hui, les responsables des partis demandent à leurs électeurs quand ils ne sont pas au premier tour de voter pour leur opposant si ce dernier est contre l'extrême droite. Je les soupçonne de faire ce choix car si l'extrême droite devait remporter une élection, ce serait la pire des hontes. Battu au premier et au second tour. Personnellement, si je représentais un parti dans une élection, que les français auraient fait le choix de m'évincer du deuxième tour et par respect des mes idéologies, je refuserais d'orienter mes électeurs vers un autre candidat. Je ne suis pas de l'extrême droite, par contre, ne serait-il pas judicieux de les voir remporter la prochaine élection présidentielle afin de se rendre compte s'ils peuvent faire mieux ? Honnêtement, je pense pas que ce sera mieux, mais est-ce que ce sera pire ??? De plus comme pour Sarkozy, Hollande et Macron, ce ne serait que pour 5 ans.
2899	Développement de l'hydrogène et de la méthanisation

NB : les fautes de français ont été corrigées.

La figure suivante a été réalisée avec la technique « VOS clustering »⁴. Cette technique permet d'isoler les sujets dont les contributeurs ont publié sur les mêmes thématiques. Nous nous sommes concentrés sur les neufs principaux sujets rapportés dans le tableau précédent. Chaque point représente un contributeur unique ayant publié sur un des neufs principaux sujets (chaque sujet est représenté par une couleur différente). Notre analyse met en avant trois sujets dont les contributeurs sont presque exclusivement intéressés par le sujet en question, et non par une diversité de sujets : les nœuds de couleur marron concernent le sujet n°2351 (privileges + réduire la dette), ceux de couleur verte le sujet n°3101 (train de vie de l'État), et ceux de couleur orange le sujet n°4012 (transparence sur les frais des élus). En revanche, les contributeurs des six autres principaux sujets ont apporté des contributions plus variées.

⁴ VOS = « visualization of similarities ». Voir van Eck N.J., Waltman L. (2007). VOS: A New Method for Visualizing Similarities Between Objects. In Decker R., Lenz H.J. (eds), *Advances in Data Analysis. Studies in Classification, Data Analysis, and Knowledge Organization*. Berlin: Springer.

Figure 9. Les grappes des principaux sujets reliés par leurs contributeurs



5. L'évolution du nombre de contributions au fil du temps

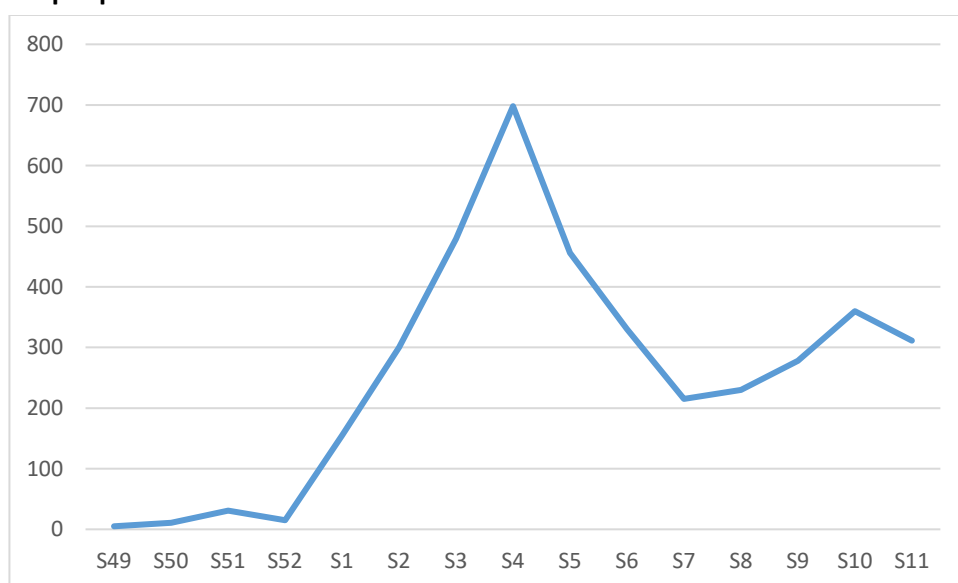
Le tableau suivant indique l'évolution du nombre des contributions par semaine.

Tableau 5. Évolution du nombre de contributions du fil des semaines du GDN

Semaine	Dates	Nombre de publications par semaine	%
S49	3 - 9 décembre	5	0,1%
S50	10 - 16 décembre	11	0,3%
S51	17 - 23 décembre	31	1%
S52	24 - 31 décembre	15	0,4%
S1	1 - 6 janvier	155	4%
S2	7 - 13 janvier	300	8%
S3	14 - 20 janvier	479	12%
S4	21 - 27 janvier	698	18%
S5	28 janvier - 3 février	456	12%
S6	4 - 10 février	330	9%
S7	11 - 17 février	215	6%
S8	18 - 24 février	230	6%
S9	25 février - 3 mars	278	7%
S10	4 - 10 mars	360	9%
S11	11 - 15 mars	311	8%
TOTAL	15 semaines	3874	100%
Nombre moyen de contributions par semaine		258	

On le voit mieux avec le graphique suivant, le nombre de contribution connaît un pic fin janvier, le mois de janvier concentre plus de la moitié des contributions totales.

Graphique 2. Évolution du nombre de contributions du fil des semaines



L'ouverture du GDN le 15 janvier 2019 (S3) a bien évidemment stimulé les contributions en ligne sur la plateforme indépendante POLITIZR, qui contrairement à celle du GDN n'imposait pas de cadrage thématique.

6. Les contributeurs et contributrices de la plateforme

6.1. Les citoyens et citoyennes

On compte un total de 6408 contributeurs et contributrices de la plateforme pour s'exprimer dans le cadre du GDN, dont 259 élu.e.s et 6149 non élus, 2161 femmes (34%) et 3964 hommes (66%) (283 personnes n'ont pas renseigné leur genre).

Tableau 6. Répartition des contributeurs par région

Régions	nombre de contributeurs	%	cumul %	population*	% population	écart %
Occitanie	1381	23%	23%	5 892 817	9%	14%
Île-de-France	962	16%	39%	12 213 364	18%	-2%
Auvergne-Rhône-Alpes	597	10%	48%	8 026 685	12%	-2%
Nouvelle Aquitaine	503	8%	57%	5 987 014	9%	0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	484	8%	65%	5 059 473	7%	1%
Français établis hors de France**	361	6%	71%	1 802 382	3%	3%
Grand Est	306	5%	76%	5 518 188	8%	-3%
Bretagne	286	5%	80%	3 329 395	5%	-0,1%
Pays de la Loire	275	5%	85%	3 786 545	6%	-1%
Hauts-de-France	274	5%	90%	5 978 266	9%	-4%
Normandie	230	4%	93%	3 319 067	5%	-1%
Centre Val de Loire	196	3%	97%	2 566 759	4%	-1%
Bourgogne Franche-Comté	181	3%	100%	2 795 301	4%	-1%
France d'Outre-Mer***	16	0,3%	100%	1866000	3%	-2%
Corse	13	0,2%	100%	339 178	0,5%	-0,3%
TOTAL	6065	100%		68480434	100%	

Région non renseignée : 343

* Source : INED, prévision au 1er janvier 2019, <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/structure-population/regions-departements>.

** Source : MAE, 2018, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-citoyens/inscription-consulaire-registre-des-francais-etablis-hors-de-France>.

*** Source : INED, 2013, <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/evolution-population/population-totale>.

NB : En vert : les régions notablement surreprésentées ; en rouge : les régions notablement sous-représentées.

On constate une forte surreprésentation du nombre de contributeurs de la région Occitanie par rapport à la population de la région, qui peut être liée à la localisation de la plateforme POLITIZR dans cette région. Les Français établis hors de France sont légèrement surreprésentés, alors que les régions du Grand Est et des Hauts-de-France sont légèrement sous-représentées.

Tableau 7. Répartition des contributeurs par département

	Nombre de contributeurs	%	Population*	% Population	écart %
Auvergne-Rhône-Alpes	597	100%	8 026 685	100%	
Ain	47	8%	653 688	8%	0%
Allier	19	3%	333 065	4%	-1%
Ardèche	25	4%	327 011	4%	0%
Cantal	11	2%	143 627	2%	0%
Drôme	44	7%	517 414	6%	1%
Haute-Loire	19	3%	226 835	3%	0%
Haute-Savoie	44	7%	829 017	10%	-3%
Isère	99	17%	1 262 108	16%	1%
Loire	53	9%	762 222	9%	-1%
Puy-de-Dôme	52	9%	656 643	8%	1%
Rhône	146	24%	1 882 339	23%	1%
Savoie	38	6%	432 716	5%	1%
Bourgogne Franche-Comté	181	100%	2 795 301	100%	
Côte-d'Or	38	21%	532 901	19%	2%
Doubs	37	20%	539 465	19%	1%
Haute-Saône	20	11%	233 394	8%	3%
Jura	15	8%	258 624	9%	-1%
Nièvre	18	10%	201 518	7%	3%
Saône-et-Loire	33	18%	549 763	20%	-1%
Territoire de Belfort	7	4%	143 104	5%	-1%
Yonne	13	7%	336 532	12%	-5%
Bretagne	286	100%	3 329 395	100%	
Côtes-d'Armor	50	17%	596 518	18%	0%
Finistère	71	25%	905 238	27%	-2%
Ille-et-Vilaine	93	33%	1 076 330	32%	0%
Morbihan	72	25%	751 309	23%	3%
Centre Val de Loire	196	100%	2 566 759	100%	
Cher	20	10%	300 174	12%	-1%
Eure-et-Loir	37	19%	431 437	17%	2%
Indre	16	8%	217 312	8%	0%
Indre-et-Loire	38	19%	608 387	24%	-4%
Loiret	49	25%	678 722	26%	-1%
Loir-et-Cher	36	18%	330 727	13%	5%
Corse	13	100%	339 178	100%	
Corse-du-Sud	6	46%	158 800	47%	-1%
Haute-Corse	7	54%	180 378	53%	1%
Français établis hors de France	361	100%	-	-	-
Am. du Sud, Am. Centrale, Mexique et Antilles	10	3%	-	-	-
Benelux	14	4%	-	-	-
Chypre, Grèce, Israël, Italie, Malte, et Turquie	2	1%	-	-	-
États-Unis et Canada	5	1%	-	-	-
Eur. de l'Est (hors Russie), Eur. centrale et Balkans	34	9%	-	-	-
Europe du Nord	274	76%	-	-	-
Maghreb, Afrique de l'Ouest	6	2%	-	-	-
Partie du Moyen-Orient et de l'Afrique	4	1%	-	-	-
Péninsule ibérique et Monaco	8	2%	-	-	-
Suisse et Liechtenstein	4	1%	-	-	-

France d'Outre-Mer	16	100%	2 186 772	100%	
Guadeloupe	4	25%	382 704	18%	7%
Guyane	1	6%	296 711	14%	-7%
La Réunion	7	44%	866 506	40%	4%
Martinique	3	19%	364 354	17%	2%
Mayotte	0	0%	270 372	12%	-12%
Saint-Pierre-et-Miquelon**	1	6%	6125	0,3%	6%
Grand Est	306	100%	5 518 188	100%	
Ardennes	14	5%	267 409	5%	0%
Aube	23	8%	309 117	6%	2%
Bas-Rhin	76	25%	1 126 505	20%	4%
Haute-Marne	7	2%	173 041	3%	-1%
Haut-Rhin	36	12%	761 480	14%	-2%
Marne	35	11%	567 225	10%	1%
Meurthe-et-Moselle	36	12%	731 753	13%	-1%
Meuse	6	2%	184 474	3%	-1%
Moselle	53	17%	1 036 153	19%	-1%
Vosges	20	7%	361 031	7%	0%
Hauts-de-France	274	100%	5 978 266	100%	
Aisne	26	9%	528 016	9%	1%
Nord	114	42%	2 592 185	43%	-2%
Oise	34	12%	825 207	14%	-1%
Pas-de-Calais	71	26%	1 463 196	24%	1%
Somme	29	11%	569 662	10%	1%
Île-de-France	962	100%	12 213 364	100%	
Essonne	77	8%	1 314 827	11%	-3%
Hauts-de-Seine	149	15%	1 606 088	13%	2%
Paris	298	31%	2 140 526	18%	13%
Seine-et-Marne	116	12%	1 421 735	12%	0%
Seine-Saint-Denis	59	6%	1 654 477	14%	-7%
Val-de-Marne	69	7%	1 395 209	11%	-4%
Val d'Oise	55	6%	1 243 921	10%	-4%
Yvelines	139	14%	1 436 581	12%	3%
Normandie	230	100%	3 319 067	100%	
Calvados	53	23%	691 676	21%	2%
Eure	35	15%	606 419	18%	-3%
Manche	39	17%	492 627	15%	2%
Orne	13	6%	279 755	8%	-3%
Seine-Maritime	90	39%	1 248 590	38%	2%
Nouvelle Aquitaine	503	100%	5 987 014	100%	
Charente	40	8%	350 240	6%	2%
Charente-Maritime	61	12%	646 016	11%	1%
Corrèze	22	4%	240 973	4%	0%
Creuse	12	2%	117 340	2%	0%
Deux-Sèvres	24	5%	374 873	6%	-1%
Dordogne	35	7%	409 548	7%	0%
Gironde	135	27%	1 620 243	27%	0%
Haute-Vienne	29	6%	371 575	6%	0%
Landes	28	6%	409 325	7%	-1%
Lot-et-Garonne	36	7%	330 159	6%	2%
Pyrénées-Atlantiques	55	11%	679 354	11%	0%
Vienne	26	5%	437 368	7%	-2%

Occitanie	1381	100%	5 892 817	100%	
Ariège	481	35%	152 340	3%	32%
Aude	55	4%	368 011	6%	-2%
Aveyron	25	2%	277 900	5%	-3%
Gard	72	5%	745 756	13%	-7%
Gers	35	3%	189 326	3%	-1%
Haute-Garonne	421	30%	1 390 496	24%	7%
Hauts-Pyrénées	17	1%	225 219	4%	-3%
Hérault	122	9%	1 165 412	20%	-11%
Lot	16	1%	171 770	3%	-2%
Lozère	7	1%	75 700	1%	-1%
Pyrénées-Orientales	57	4%	481 691	8%	-4%
Tarn	42	3%	387 638	7%	-4%
Tarn-et-Garonne	31	2%	261 558	4%	-2%
Pays de la Loire	275	100%	3 786 545	100%	
Loire-Atlantique	118	43%	1 425 592	38%	5%
Maine-et-Loire	53	19%	815 325	22%	-2%
Mayenne	19	7%	305 021	8%	-1%
Sarthe	27	10%	561 583	15%	-5%
Vendée	58	21%	679 024	18%	3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	484	100%	5 059 473	100%	
Alpes-de-Haute-Provence	19	4%	161 980	3%	1%
Alpes-Maritimes	101	21%	1 080 899	21%	0%
Bouches-du-Rhône	165	34%	2 035 410	40%	-6%
Hautes-Alpes	19	4%	141 784	3%	1%
Var	130	27%	1 075 649	21%	6%
Vaucluse	50	10%	563 751	11%	-1%

* Source : INSEE, estimation pour 2019, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893198>.

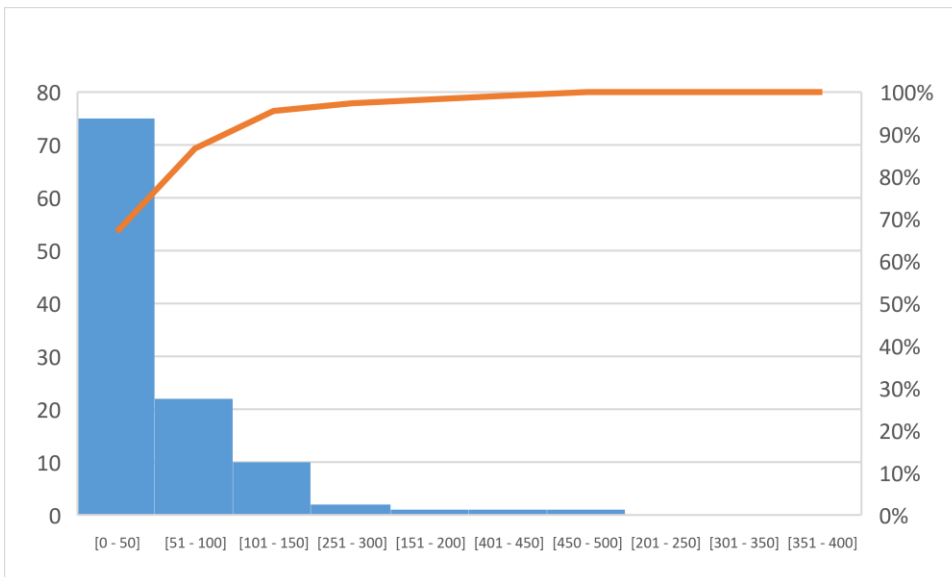
** Source : INSEE, 2006, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1280644>.

NB : En vert : les régions notablement surreprésentées (écart > 5%) ; en rouge : les régions notablement sous-représentées (écart < 5%). Nous ne commentons ci-dessous que les régions ayant au-moins 50 contributeurs.

Au sein des régions françaises, on constate une forte sous-représentation de la Seine-Saint-Denis, du Gard, de l'Hérault, et des Bouches-du-Rhône. En revanche, les départements de l'Ariège, de Paris, de la Haute-Garonne, et du Var sont surreprésentés. Un contributeur sur 5 habite dans l'un des trois départements concentrant le plus grand nombre de contributeurs : Ariège, Haute-Garonne, et Paris. À lui seul, le département de l'Ariège concentre 8% des contributeurs de la plateforme, contre 5% pour Paris.

Comme le montre le graphique suivant, 90% des départements ont un nombre de contributeurs inférieur à 100, et plus de la moitié d'entre eux un nombre inférieur à 50.

Graphique 3. Répartition du nombre de contributeurs par département



6.2. Les élu.e.s

259 élu.e.s ont contribué au GD via POLITIZR. 68 sont des femmes (26%), 190 sont des hommes (73%), 1 N/R. Si l'on compare au taux de féminisation des élus en France, comme le montre le tableau suivant, il est plus faible que celui des élus locaux.

Tableau 8. Nombre d'élus locaux

Mandats	Effectifs	Taux de féminisation	Répartition par classe d'âge		
			Moins de 40 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Conseillers régionaux*	1 880	49,0%	9,3%	55,5%	35,2%
Conseillers départementaux**	4 108	50,0%	11,3%	57,1%	31,6%
Conseillers communautaires*	80 409	33,3%	6,8%	48,7%	44,5%
Conseillers municipaux*	521 661	40,3%	18,2%	52,6%	29,2%

*Mandats au 01/02/2015. ** Mandats au 31/03/2015, hors départements de Guyane et de Martinique.

Source : <https://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/approfondissements/quelques-elements-statistiques-elus-locaux.html>.

Ce faible taux de féminisation des contributeurs au GD sur POLITIZR est en revanche supérieur à celui des maires de France.

Tableau 9. Taux de féminisation des maires

Taille de la commune	2008	2014
Moins de 500 habitants	15,8 %	17,9 %
De 500 à 999 habitants	13,1 %	15,4 %
De 1 000 à 3 499 habitants	11,4 %	13,0 %
De 3 500 à 9 999 habitants	10,2 %	13,1 %
De 10 000 à 29 999 habitants	7,5 %	12,8 %
De 30 000 à 99 999 habitants	11,7 %	11,0 %
100 000 habitants et plus	13,5 %	14,6 %
Total	13,9 %	16,1 %

Source : **ministère** de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques, *in* DGCL, *Les collectivités locales en chiffres 2015*, www.collectivites-locales.gouv.fr

Source : <https://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/approfondissements/quelques-elements-statistiques-elus-locaux.html>.

La répartition des élus contributeurs est similaire à celle de l'ensemble des contributeurs, un tiers vient d'Occitanie, et un sur cinq d'Ile-de-France.

Tableau 10. Répartition des élus contributeurs par région

Régions	Nombre de contributeurs	%	Cumul %
Occitanie	79	31%	31%
Île-de-France	55	21%	52%
Nouvelle Aquitaine	19	7%	59%
Auvergne-Rhône-Alpes	18	7%	66%
Grand Est	17	7%	73%
Hauts-de-France	16	6%	79%
Centre Val de Loire	14	5%	84%
Normandie	11	4%	88%
Bretagne	8	3%	92%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8	3%	95%
Français établis hors de France	6	2%	97%
Bourgogne Franche-Comté	4	2%	98%
Pays de la Loire	3	1%	100%
France d'Outre-Mer	1	0%	100%
Corse	0	0%	100%
TOTAL	259	100%	-

7. Les territoires les plus actifs et leurs thématiques privilégiées

Nous analysons pour finir les territoires les plus actifs et les thématiques sur lesquels leurs contributeurs ont été les plus actifs, **toutes activités confondues** (sujets, commentaires, réactions), alors que dans les sections précédentes nous n'avions utilisé que les sujets. Étant donné que chaque commentaire et réaction sont rattachés à un sujet qui a lui-même pu générer plusieurs codes (par exemple car il évoque à la fois la TVA, la CSG, le handicap et la pollution), nous obtenons un nombre total d'activités qui s'élève à 162800. En outre, comme certains contributeurs n'ont pas renseigné leur lieu d'habitation, le nombre total d'activités distribué entre les départements est légèrement plus faible (133453 : voir Tableau 11).

7.1. Les départements les plus discuteurs

Nous utilisons le niveau du département, et commençons par rendre compte des 15 départements les plus « discuteurs », i.e. qui ont généré le plus grand nombre d'activités sur la plateforme. Cela dépend de la taille du département et du nombre de contributeurs, notamment du nombre de membres ayant apporté des sujets qui ont par la suite fait l'objet de discussions. On peut alors noter qu'en dépit d'un nombre relativement modeste d'apporteurs de sujets, quatre départements (**en rouge** dans le tableau suivant) sont parvenus à générer un grand nombre d'activités, ce qui dénote une forte motivation à la discussion, qui peut être due aux qualités des membres mais aussi aux types de sujets discutés.

Tableau 11. Départements les plus « discuteurs »

	TOTAL ACTIVITES	A = 133453	%	% cumulé	B = Nombre d'apporteurs de sujets	Nombre d'activités par apporteur de sujet (Ratio A/B)
1	Bouches-du-Rhône	6905	5%	5%	165	42
2	Calvados	6775	5%	10%	53	128
3	Val d'Oise	6519	5%	15%	55	119
4	Europe du Nord	6473	5%	20%	274	24
5	Haute-Vienne	6243	5%	25%	29	215
6	Pas-de-Calais	4945	4%	28%	71	70
7	Ariège	4820	4%	32%	481	10
8	Essonne	4650	3%	35%	77	60
9	Doubs	4613	3%	39%	37	125
10	Haute-Garonne	4603	3%	42%	421	11
11	Alpes-Maritimes	4402	3%	46%	101	44
12	Var	4199	3%	49%	130	32
13	Rhône	3657	3%	52%	146	25
14	Loire-Atlantique	3409	3%	54%	118	29
15	Isère	3087	2%	56%	99	31

Quels sujets ont été les plus discutés dans ces quatre départements ? Dans la Haute-Vienne, les deux-tiers des activités ont concerné le sujet B33 (Contrôler l'immigration), loin devant le sujet A31 (Énergies : 10%) et le sujet A30 (Environnement/Taxes : 5%). Dans le Calvados, le sujet B33 arrive aussi en tête (58%), loin devant le sujet E1 (Avantages, frais, rémunérations : 11%) et le sujet C16 (ISF, IFI : 9%). Dans le Doubs, c'est le sujet E1 (Avantages, frais, rémunérations) qui arrive en tête des discussions (28%), suivi de près par le sujet B33 (Contrôler l'immigration : 24%), loin devant le sujet F12 (Vote : 6%). Enfin, dans le Val d'Oise, c'est encore le sujet B33 (Contrôler l'immigration) qui arrive très largement en tête (69%), suivi loin derrière par le sujet D7 (Famille : 6%) et les sujets F12 (Vote : 3%) et D16 (Transport : 3%).

7.2. Les sujets les plus discutés

Avant d'examiner le contenu des discussions par territoire, examinons les sujets ayant suscité le plus d'activités. Sur les 109 catégories de sujets identifiées (de A à F), les 17 suivantes ont dépassé 2000 activités, et concentrent près des trois quarts des activités totales. Nous regardons pour les trois premiers sujets quels départements en ont le plus discuté.

Tableau 12. Les sujets ayant suscité le plus d'activités sur la plateforme

		Sujets discutés	Nombre d'activités générées	% total	% cumulé
1	B33	Contrôler l'immigration	40723	25%	25%
2	E1	Élus : Avantages, frais, rémunérations	17361	11%	36%
3	C16	Fiscalité : ISF, IFI	10457	6%	42%
4	D16	Transports	6871	4%	46%
5	F12	Vote	5984	4%	50%
6	A30	Environnement : Taxes	5391	3%	53%
7	A31	Environnement : Énergies	4516	3%	56%
8	B16	Travail, salaires, emploi : Rémunération	2835	2%	58%
9	F32	Simplifier les institutions	2762	2%	60%
10	C27	Revaloriser les retraites	2723	2%	61%
11	F21	Démocratie : Plus de consultations	2712	2%	63%
12	D14	Services publics	2650	2%	64%
13	E2	Élus : Conditions pour le devenir	2460	2%	66%
14	D8	Gilets Jaunes	2357	1%	67%
15	F4	Train de vie de l'Etat	2345	1%	69%
16	C24	Équité des retraites	2335	1%	70%
17	B31	Immigration : Avis général	2047	1%	72%
TOTAL			162800	100%	-

Le tableau suivant montre les départements ayant totalisé plus de 1000 activités sur le premier sujet.

Tableau 13. Les départements ayant le plus discuté du contrôle de l'immigration (B33)

	Total général	40723	% total	% cumulé
1	Val d'Oise	4468	11%	11%
2	Haute-Vienne	4168	10%	21%
3	Calvados	3958	10%	31%
4	Bouches-du-Rhône	2709	7%	38%
5	Loire-Atlantique	2390	6%	43%
6	Essonne	2389	6%	49%
7	Rhône	2028	5%	54%
8	Hauts-Alpes	1820	4%	59%
9	Ariège	1790	4%	63%
10	Alpes-Maritimes	1261	3%	66%
11	Lot-et-Garonne	1206	3%	69%
12	Doubs	1098	3%	72%
13	Europe du Nord	1087	3%	75%
14	Var	1060	3%	77%
15	Isère	1045	3%	80%
16	Hérault	1034	3%	82%

Tableau 14. Les départements ayant le plus discuté des Avantages, frais, et rémunérations des élu.e.s (E1)

	Total général	17361	% total	% cumulé
1	Doubs	1309	8%	8%
2	Var	831	5%	12%
3	Calvados	765	4%	17%
4	Bouches-du-Rhône	718	4%	21%
5	Europe du Nord	696	4%	25%
6	Haute-Garonne	644	4%	29%
7	Essonne	558	3%	32%
8	Pas-de-Calais	495	3%	35%
9	Ariège	460	3%	37%
10	Morbihan	460	3%	40%
11	Gard	457	3%	43%
12	Isère	441	3%	45%

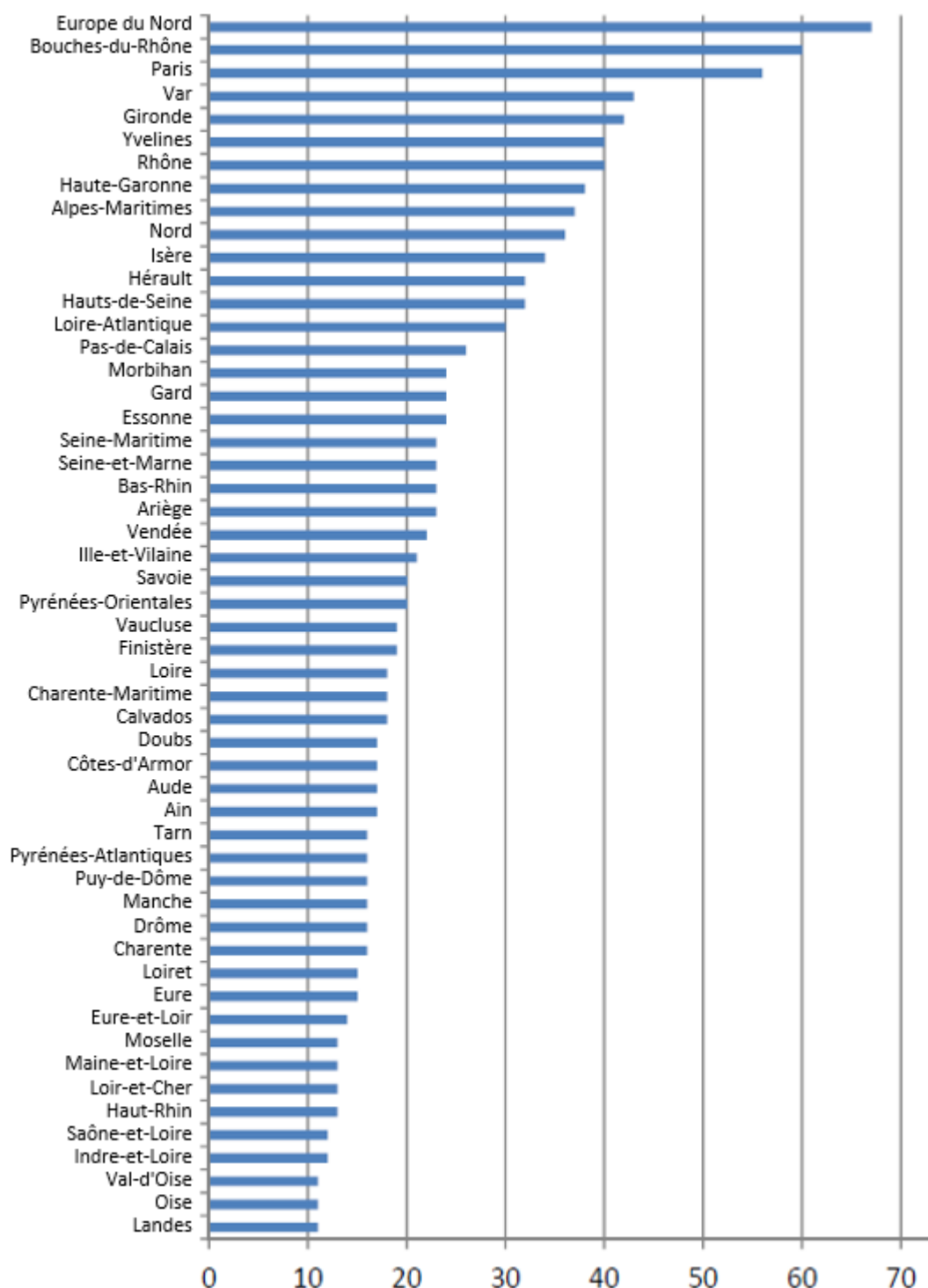
Tableau 15. Les départements ayant le plus discuté de l'ISF/IFI (C16)

	Total général	10457	% total	% cumulé
1	Pas-de-Calais	1765	17%	17%
2	Bouches-du-Rhône	772	7%	24%
3	Haute-Garonne	603	6%	30%
4	Calvados	587	6%	36%
5	Alpes-Maritimes	518	5%	41%
6	Saône-et-Loire	495	5%	45%
7	Europe du Nord	492	5%	50%
8	Morbihan	486	5%	55%
9	Loire	388	4%	58%
10	Yvelines	299	3%	61%
11	Seine-Saint-Denis	292	3%	64%
12	Haute-Corse	291	3%	67%

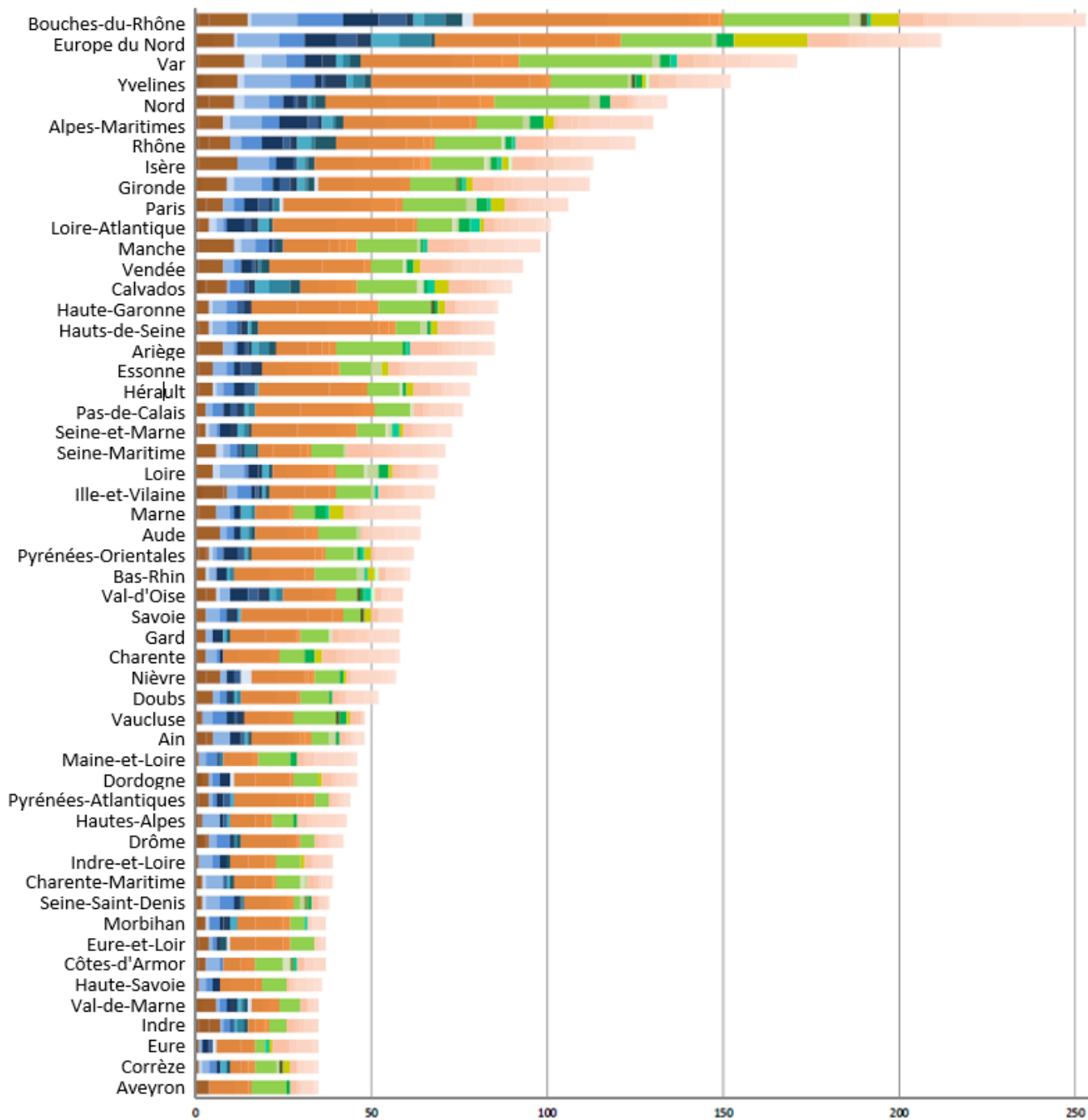
7.3. Les thématiques les plus discutées dans les territoires

Nous commençons avec le tableau suivant par donner une répartition du nombre de contributeurs de la plateforme par département (les 53 premiers).

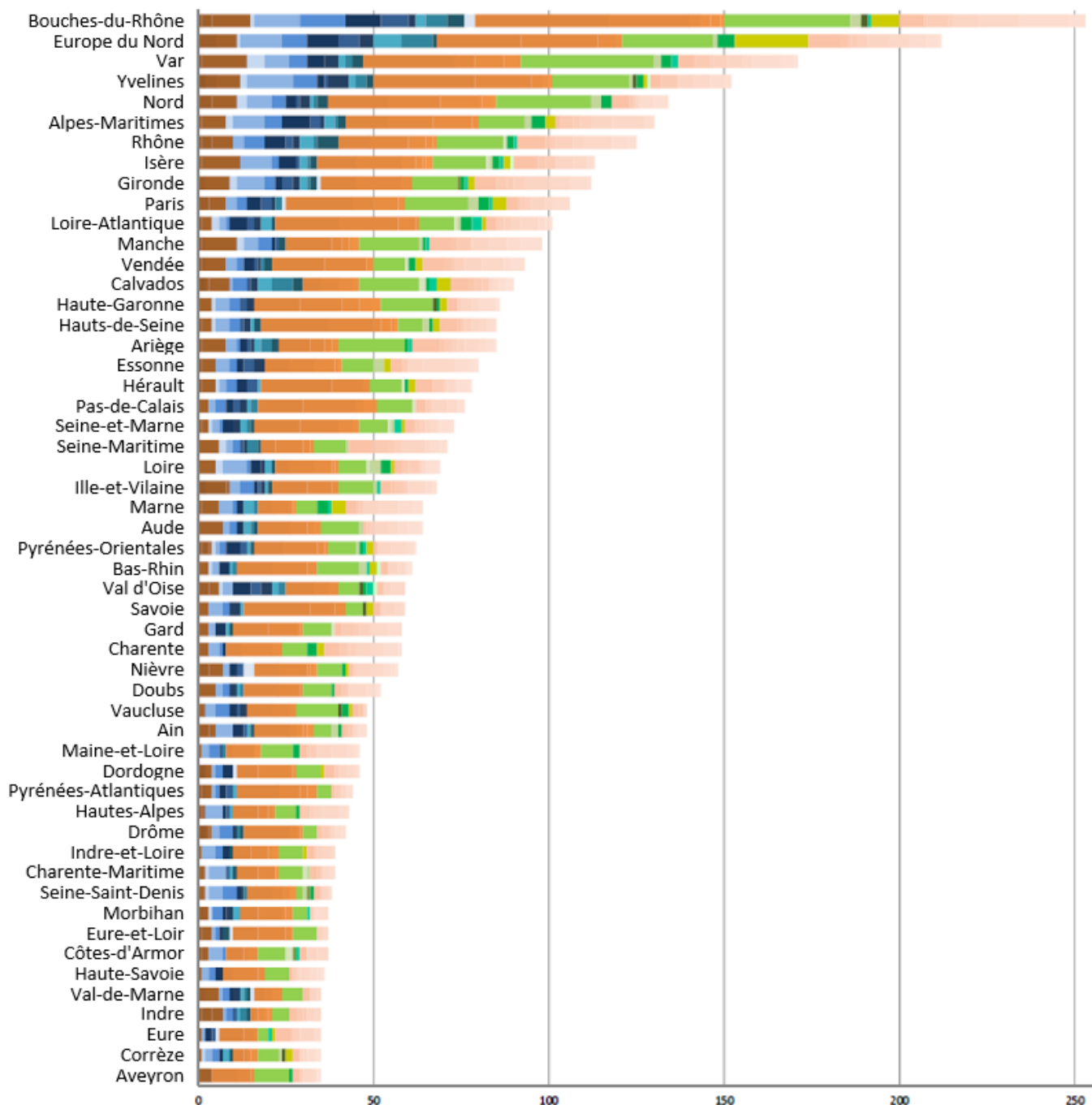
Graphique 4. Nombre de contributeurs de la plateforme par département



Graphique 5. Répartition des sujets abordés dans les activités sur la plateforme par département (1/2)



Graphique 6. Répartition des sujets abordés dans les activités sur la plateforme par département (2/2)

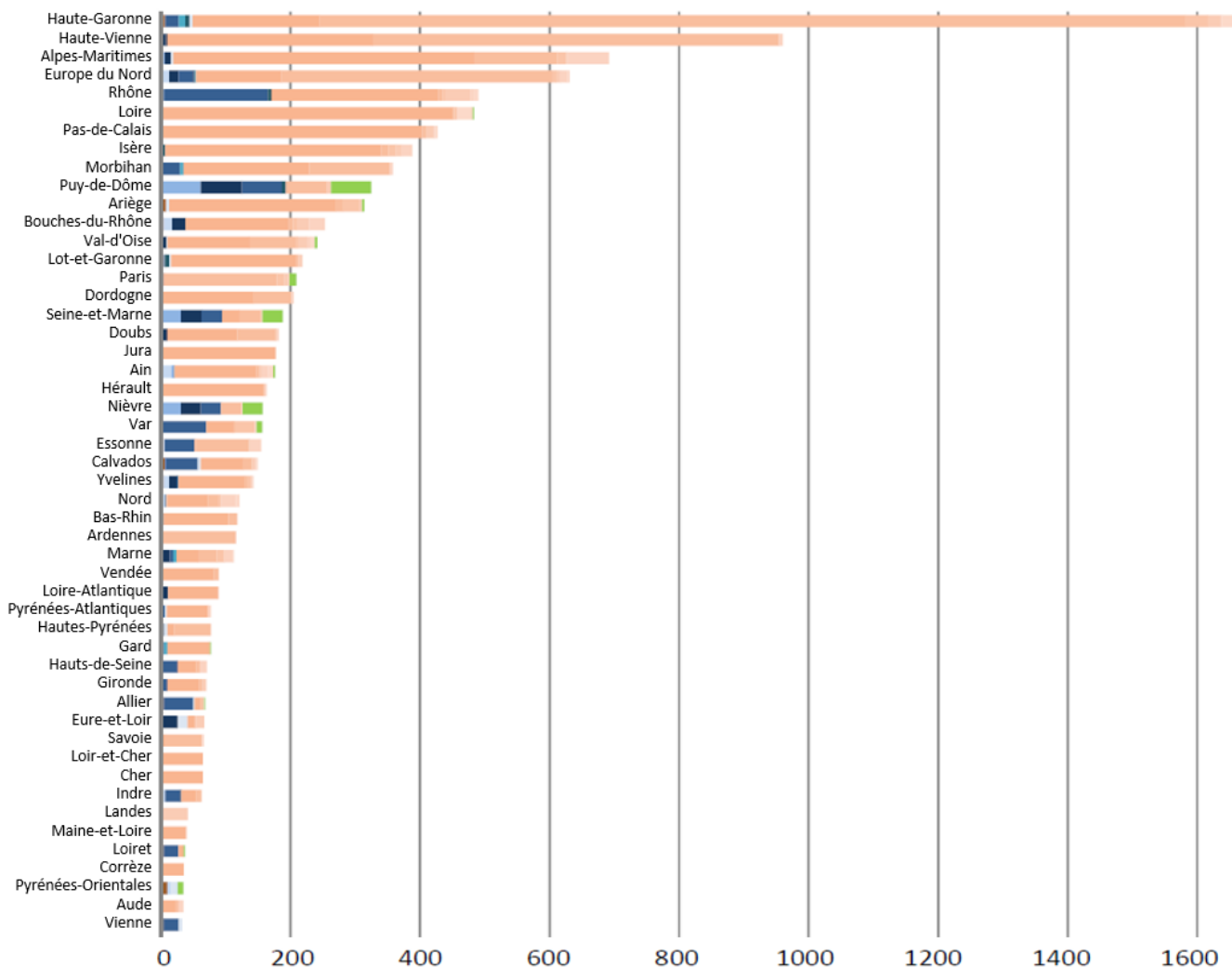


Légende :

A_ Environnement	A1_Avis généraux	■ A1
	A2_Propositions de solutions	■ A2
	A3_Enjeux spécifiques	■ A3
B_Sociétal	B1_Travail, salaires, emploi	■ B1
	B2_Justice sociale	■ B2
	B3_Immigration	■ B3
	B4_Logement, patrimoine, BTP	■ B4
	B5_Éducation & Formation	■ B5
	B6_Défense & sécurité	■ B6
	B7_Europe & International	■ B7
	B8_Justice & prisons	■ B8
	B9_Culture	■ B9
C_Économie	C1_Fiscalité	■ C1
	C2_Retraites	■ C2
	C3_Dépenses publiques	■ C3
	C4_Pouvoir d'achat	■ C4
	C5_Approvisionnement	■ C5
	C6_Autres	■ C6
D_Acteurs & secteurs	D1_Agriculture	■ D1
	D2_Associations	■ D2
	D3_Banque, finance, assurances, monnaie	■ D3
	D4_Classes moyennes	■ D4
	D5_Elites	■ D5
	D6_Entreprises	■ D6
	D7_Famille	■ D7
	D8_Gilets Jaunes	■ D8
E_Élu.e.s	E1_Avantages, frais, rémunérations	■ E1
	E2_Conditions pour le devenir	■ E2
	E3_Modalités d'exercice	■ E3
	E4_Président de la République	■ E4
	E5_Réduire le nombre	■ E5
F_Institutions	F1_Élections	■ F1
	F2_Processus de décision	■ F2
	F3_Réforme des institutions	■ F3
	F4_Train de vie de l'Etat	■ F4
	F5_Politiques publiques	■ F5

Les autres graphiques de cette section montrent la répartition des thématiques par département (en abscisses le nombre d'activités générées par sujet, voir la légende ci-après).

Graphique 7. Départements les plus actifs sur la thématique A (« Environnement »)



Pour la thématique « Environnement », ce sont les contributeurs de la Haute-Garonne, de la Haute-Vienne et des Alpes-Maritimes qui ont le plus contribué. Le sujet A31 (Énergies) est devant les taxes (A30) le sujet le plus discuté de cette thématique pour la Haute-Garonne et la Haute-Vienne, alors que ce sont les taxes qui arrivent largement en tête des discussions pour cette thématique dans les Alpes-Maritimes.

Légende :

A1_Avis généraux

- A11_Critique des pouvoirs publics ■ A11
- A12_Il faut agir pour l'environnement ■ A12
- A13_Autres sujets environnement ■ A13

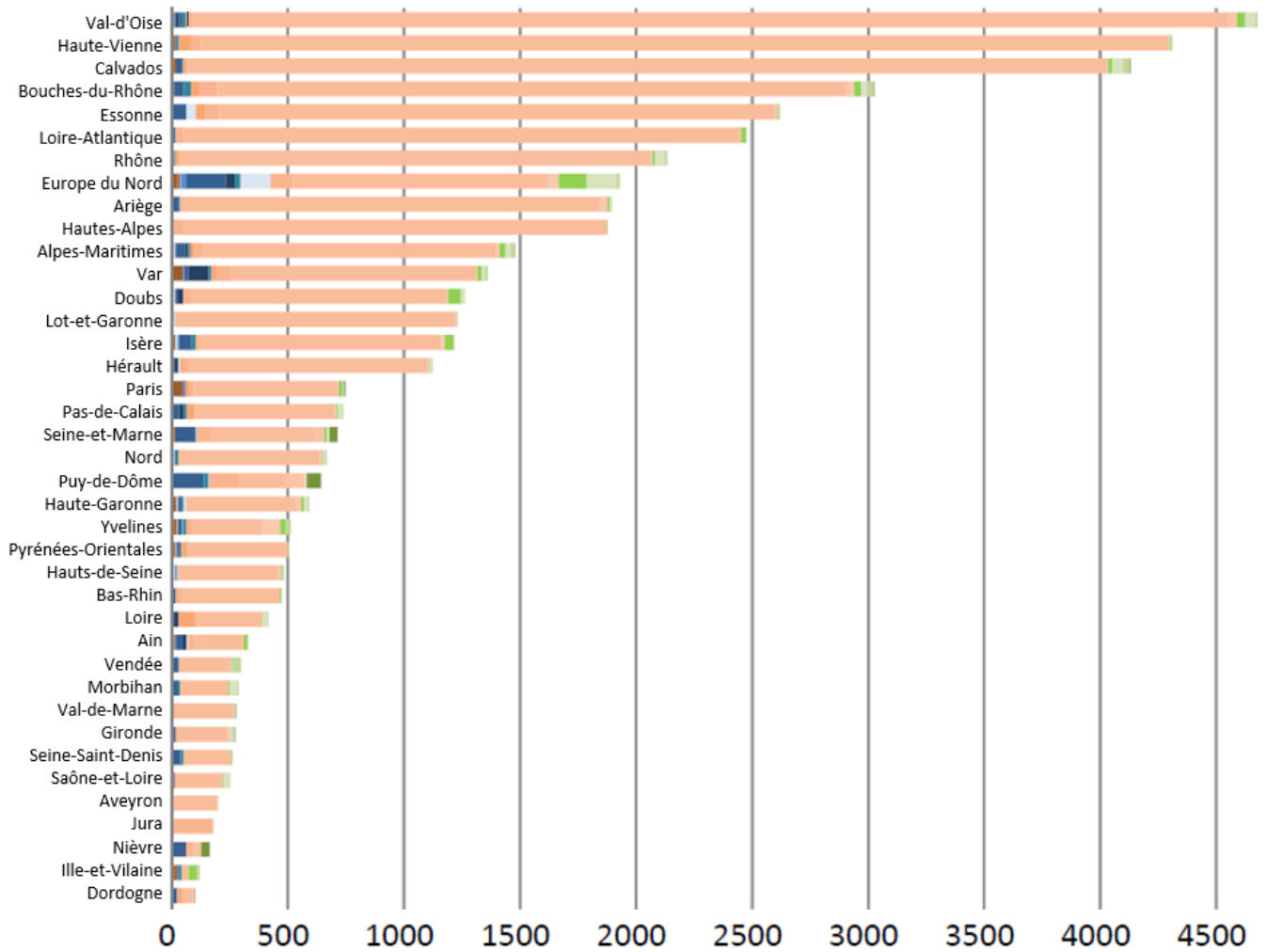
A2_Propositions de solutions

- A21_Aides ■ A21
- A22_Combattre les lobbies ■ A22
- A23_Consommation responsable ■ A23
- A24_Démographie ■ A24
- A25_Education ■ A25
- A26_Innovations technologiques ■ A26
- A27_Interdictions ■ A27
- A28_Nouveau modèle de développement ■ A28
- A29_Production & distribution responsables ■ A29
- A30_Taxes ■ A30

A3_Enjeux spécifiques

- A31_Énergies ■ A31
- A32_Déchets, recyclage ■ A32
- A33_Pollution ■ A33
- A34_Changements climatiques ■ A34
- A35_Biodiversité ■ A35
- A36_Animaux ■ A36


Graphique 8. Départements les plus actifs sur la thématique B (« Sociétal »)





Pour la thématique « Sociétal », ce sont les départements du Val d'Oise, de la Haute-Vienne et du Calvados qui se sont le plus mobilisés, notamment sur le sujet B33 (Contrôler l'immigration), qui est de loin le sujet le plus discuté de la thématique sociétale.


Légende :


B1_Travail, salaires, emploi


B11_Chômage  **B11**


B12_Conditions de travail  **B12**

B13_Contrats de travail  **B13**

B14_Coût du travail  **B14**

B15_Incitations  **B15**


B16_Rémunération  **B16**


B17_Robots  **B17**

B18_Autres  **B18**

B2_Justice sociale

B21_Handicap  **B21**


B22_Corruption  **B22**


B23_Inégalités  **B23**

B24_Pauvreté  **B24**

B25_Autres  **B25**

B3_Immigration

B31_Avis général  **B31**

B33_Contrôler  **B33**

B4_Logement, patrimoine, BTP

 **B4**

B5_Éducation & Formation

 **B5**

B6_Défense & sécurité

 **B6**

B7_Europe & International

 **B7**

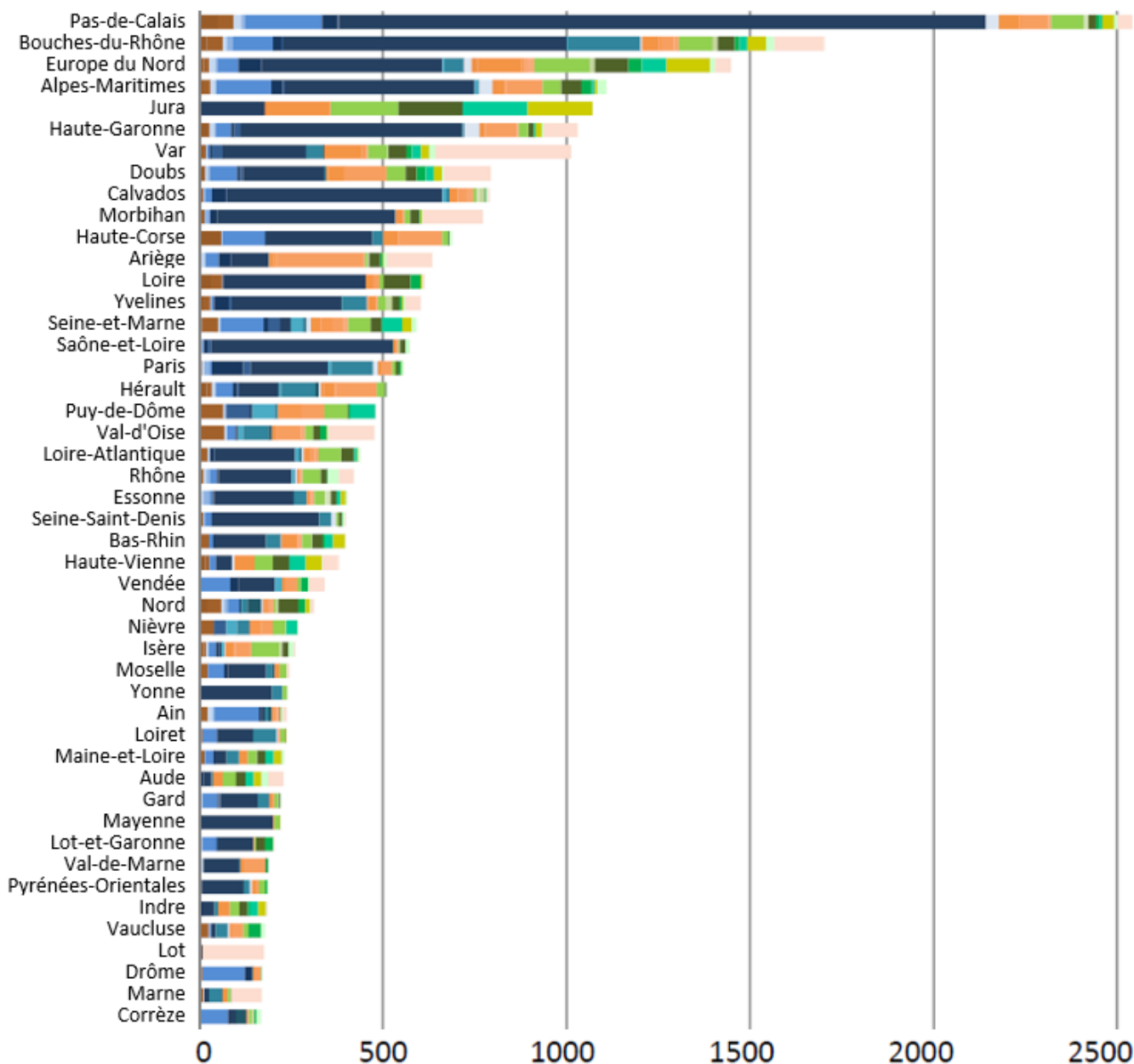
B8_Justice & prisons

 **B8**

B9_Culture

 **B9**

Graphique 9. Départements les plus actifs sur la thématique C (« Économie »)



Pour la thématique « Économie », le département du Pas-de-Calais est largement en tête des contributions sur la plateforme, et 69% de ses discussions pour cette thématique ont concerné le sujet ISF/IFI (C16), contre 45% de celles des Bouches-du-Rhône. Dans nombre de départements l’ISF arrive en tête des sujets discutés pour cette thématique, on peut souligner les exceptions du Var (1^{er} sujet = C5_Approvisionnement : 37%, devant l’ISF : 22%), et de l’Ariège (1^{er} sujet = C24_Equité de retraites : 37%, devant C5_Approvisionnement : 19%). Le Jura reste le mieux pondéré, avec six sujets également traités (Revalorisation des retraites (C27) et ISF (C16) : 17% ; CSG sur les retraites (C22), aides sociales (C32), dette & déficit (C34), et réduction des dépenses publiques (C35) : 16%).

Légende :

C1_Fiscalité	C11_CSG	■ C11
	C12_Équité fiscale	■ C12
	C13_Évasion & fraude	■ C13
	C14_Impôt sur le revenu	■ C14
	C15_Impôt sur les sociétés	■ C15
	C16_ISF, IFI	■ C16
	C17_Niches	■ C17
	C18_Simplifier, réformer	■ C18
	C19_Succession	■ C19
	C20_Taxe d'habitation	■ C20

C2_Retraites	C21_Contrôle	■ C21
	C22_CSG	■ C22
	C23_Dégradation	■ C23
	C24_Equité	■ C24
	C25_Modalités	■ C25
	C26_Réformes	■ C26
	C27_Revalorisation	■ C27
	C28_Réversion	■ C28
	C29_Autres	■ C29

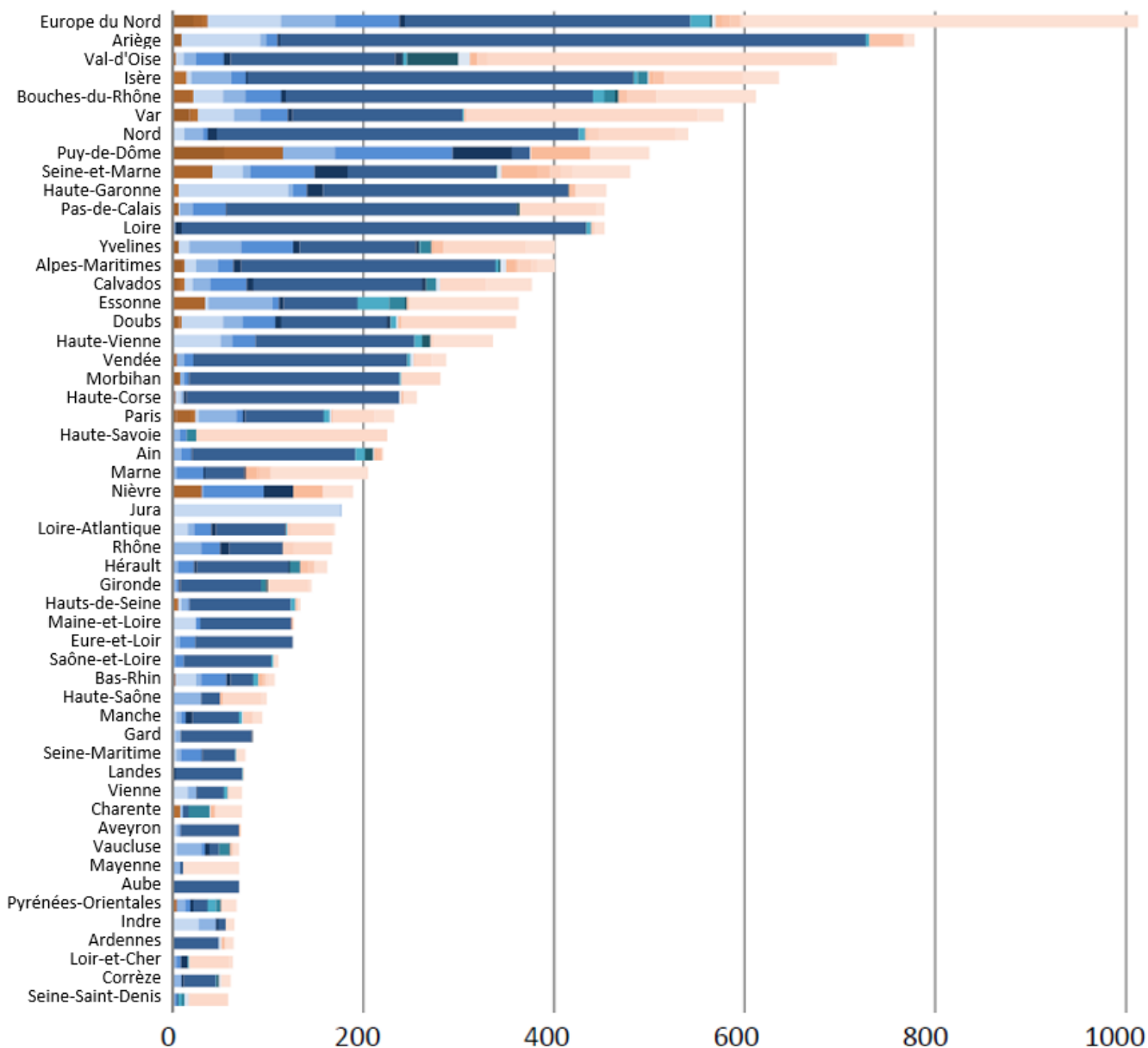
C3_Dépenses publiques	C31_Affectation	■ C31
	C32_Aides sociales	■ C32
	C33_Contrôle	■ C33
	C34_Dette & déficit	■ C34
	C35_Réduction	■ C35

C4_Pouvoir d'achat ■ C4

C5_Approvisionnement ■ C5

C6_Autres ■ C6

Graphique 10. Départements les plus actifs sur la thématique D (« Acteurs & secteurs »)



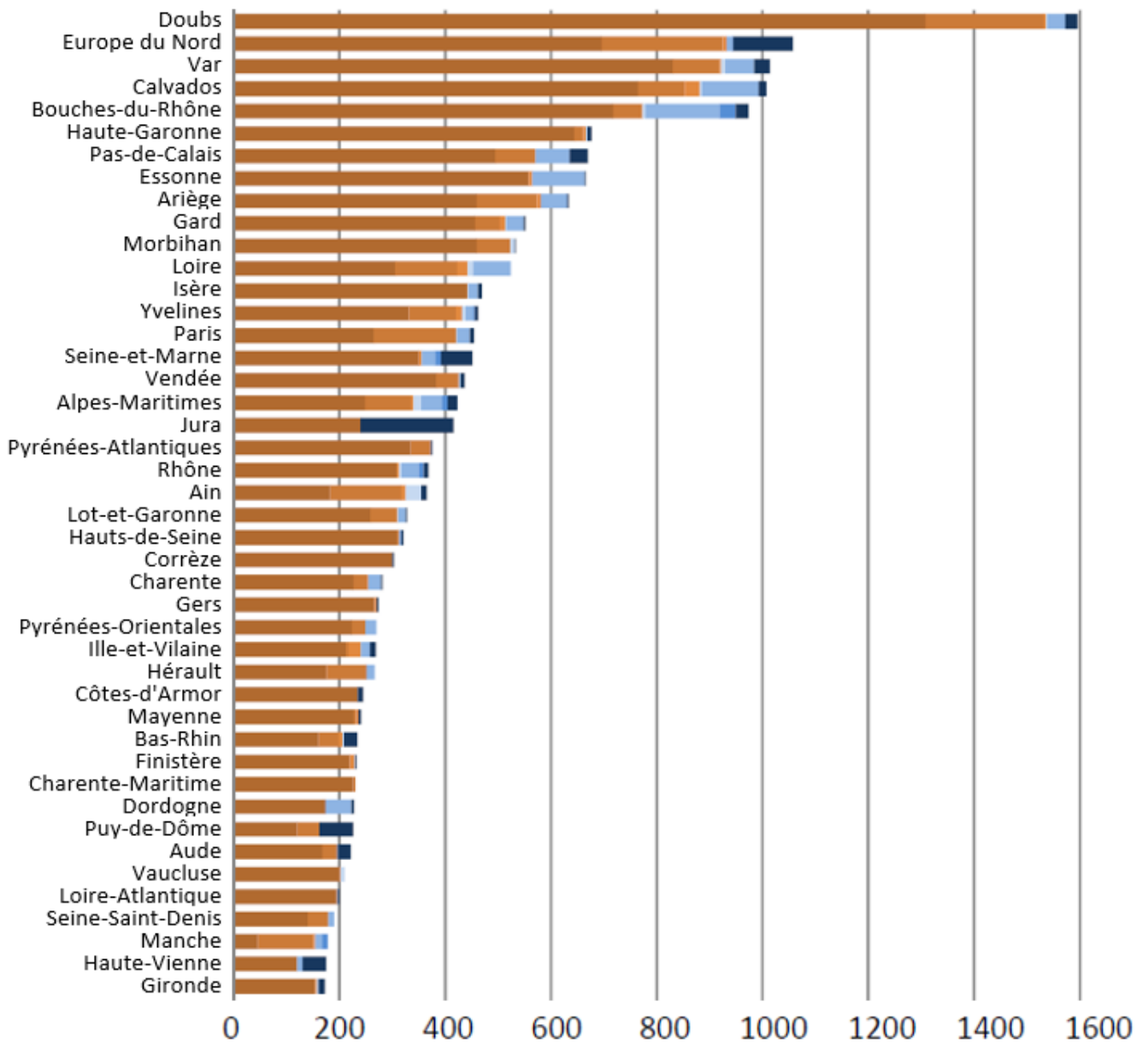
Pour cette thématique l’Europe du Nord arrive largement en tête, dont 41% des contributions ont porté sur le sujet des Gilets Jaunes (D8), devant celui des Transports (D16 : 30%). Pour l’Ariège, 79% des échanges concernent le sujet des Transports (D16). Quant au Val d’Oise, 52% des sujets de cette thématique concernent la Famille (D7).

On peut souligner qu’au sujet des gilets jaunes (D8), sur les plus de 2000 discussions qui les ont concernés (100%) l’Europe du Nord en concentre 18%, loin devant l’Essonne (115 : 5%), les Bouches-du-Rhône (104 : 4%), et la Marne (101 : 4%).

Légende :

D1_Agriculture		■ D1
D2_Associations		■ D2
D3_Banque, finance, assurances, monnaie		■ D3
D4_Classes moyennes		■ D4
D5_Elites		■ D5
D6_Entreprises	D61_Aides	■ D61
	D62_PME, TPE, Artisanat	■ D62
	D63_Profit, répartition, dividendes	■ D63
	D64_Réglementation, contrôle	■ D64
	D65_Autres	■ D65
D7_Famille		■ D7
D8_Gilets Jaunes		■ D8
D10_Médias		■ D10
D11_Personnes âgées		■ D11
D12_Recherche & technologies		■ D12
D13_Santé		■ D13
D14_Services publics		■ D14
D15_Territoires		■ D15
D16_Transports		■ D16

Graphique 11. Départements les plus actifs sur la thématique E (« Élu.e.s »)

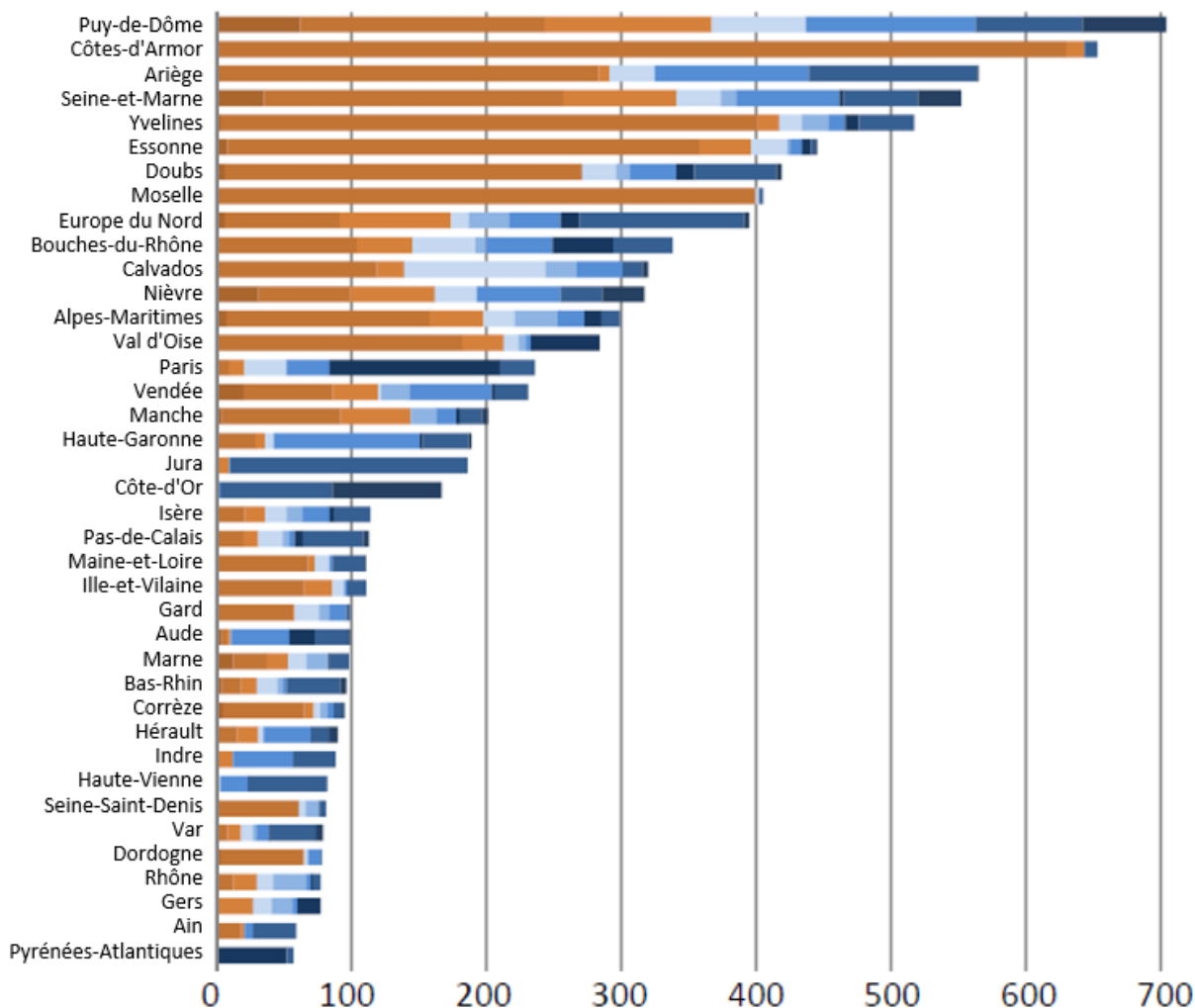


Le département du Doubs arrive largement en tête des contributions pour cette thématique : 82% portent sur le sujet des avantages, frais, et rémunérations des élus (E1), qui est le sujet majoritaire dans tous les départements, même dans le Jura où elle atteint « seulement » 58% contre 42% pour la réduction du nombre d’élus.

Légende :

- E1_Avantages, frais, rémunérations ■ E1
- E2_Conditions pour le devenir ■ E2
- E3_Modalités d'exercice ■ E3
- E31_Cumul des mandats ■ E31
- E4_Président de la République ■ E4
- E41_Macron mal élu ■ E41
- E5_Réduire le nombre ■ E5

Graphique 12. Départements les plus actifs sur la thématique F (« Institutions démocratiques »)



Le Puy-de-Dôme et les Côtes-d'Armor se sont les plus mobilisés sur cette thématique, ce dernier ayant presque exclusivement (97%) discuté du Vote (F12), sujet majoritaire dans de nombreux départements, à l'exception encore du Jura (95% sur le Train de vie de l'Etat, F4), mais aussi de la Côte d'Or (50/50 entre F4_Train de vie de l'Etat et F5_Politiques publiques). La capitale a insisté sur la nécessité de faire des réformes (F33) dans 53% de ses contributions à cette thématique.

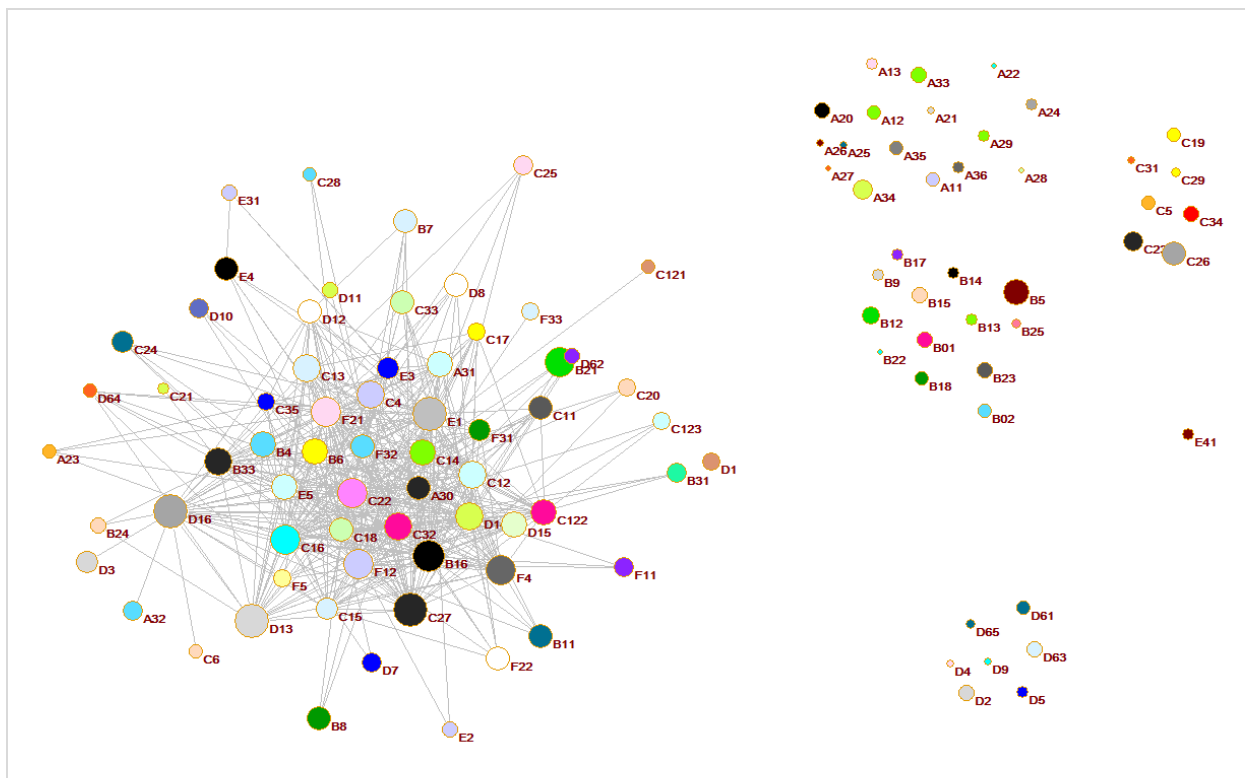
Légende :

- F1_Élections**
 - F11_Réforme du processus électoral
 - F12_Vote
- F2_Processus de décision**
 - F21_Plus de consultations
 - F22_Grand Débat
- F3_Réforme des institutions**
 - F31_Hauts fonctionnaires
 - F32_Simplifier
 - F33_Il faut réformer
- F4_Train de vie de l'Etat**
- F5_Politiques publiques**

7.4. Les réseaux de sujets

Pour terminer ce dossier, nous proposons une vision d'ensemble des liens entre sujets à travers les sous-thématiques discutées par les contributeurs et contributrices réactions (voir la Section 7.3 pour les libellés des sous-thématiques). La figure ci-dessous montre qu'un grand nombre de sous-thématiques sont fortement reliées par leurs contributeurs, ce qui suggère que dans leur ensemble les membres de la plateforme ne se sont pas cantonnés à un nombre limité de sous-thématiques, mais ont au contraire participé aux discussions d'une grande variété de sous-thématiques à travers leurs commentaires et réactions.

Figure 10. Liens entre sous-thématiques de sujets à travers leurs contributeurs et contributrices



Les sous-thématiques au centre de la figure sont fortement liées entre elles (elles sont abordées par plusieurs personnes, ce qui crée des liens entre eux) et donnent lieu à des discussions communes.

Les sous-thématiques isolées sont peu connectées via leurs initiateurs aux discussions du centre du réseau. Elles ne sont que très rarement abordées en même temps que les autres sous-thématiques.

On remarque qu'un grand nombre de sous-thématiques situées au centre du réseau relèvent de l'économie, thématique la plus discutée de la plateforme, et qu'elles ont des liens avec toutes les autres thématiques.

Le sujet le plus au centre du réseau (C22) est celui portant sur la TVA.